

ANARCHISTES, PAS REPUBLICAINS ... DES ANARCHISTES ESPAGNOLS EN RESISTANCE

Tome 1 : des camps républicains du mépris aux maquis de la liberté...

Longtemps, la mythologie de la Libération, entretenue par le Pouvoir (tant Gaulliste que communiste) voulut que les français se soient engagés massivement dans la Résistance et que la France se soit quasiment libérée elle-même. Or la Résistance fut avant tout le fait de « marginaux », dont de nombreux étrangers réfugiés. Leur rôle dans la libération de la France passa aux oubliettes de la mémoire.

Depuis quelques années, on redécouvre que près de 30 000 espagnols prirent part, d'une façon ou d'une autre aux combats contre l'occupant nazi. Mais de nouveau, l'Histoire est prise en otage de considérations politiques et partisans : ces espagnols sont décrits comme « républicains », alors qu'en fait nombre d'entre eux étaient anarchistes et révolutionnaires.

Cette brochure essaie de remettre les pendules à l'heure, en rappelant qui furent ces femmes et ces hommes, anarchistes de conviction et d'action, et dont la vie fut placée sous le signe de la Résistance dès 1936 avec la Révolution espagnole et se prolongea bien après la Libération de la France avec la lutte contre le Franquisme.



Membres du réseau d'évasion Ponzán, vers 1940

ANARCHISTES, PAS REPUBLICAINS ... DES ANARCHISTES ESPAGNOLS EN RESISTANCE

Tome 1 : des camps républicains du mépris aux maquis de la Liberté...



Camp de concentration de la République française,
Argelès-sur-Mer, février 1939

Pour recevoir gratuitement r un exemplaire de notre journal, *Anarchosyndicalisme !*,
écrivez à CNT-AIT ; 7, Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse
On peut aussi s'abonner : 10€ / An, soutien 20€ eplus, chèque à l'ordre de CDES

Autres coordonnées: Tel: 05 61 52 86 48
Courriel: contact@cntaittoulouse.lautre.net
Site Web: www.cntaittoulouse.lautre.net / www.cnt-ait-.info
Facebook : @cnt.ait.toulouse / @ chats.noirs.turbulents

Quelques autres adresses de contacts :

Paris-banlieue : contact@cnt-ait.info
La Rochelle : cnt17@cnt-ait.info
Tarn-et-Garonne, Tarn, Lot, Quercy : montauban@cnt-ait.info
Landes : interco.landes@free.fr
Ariège : contacter contact@cntaittoulouse.lautre.net
Bretagne : initiative.redon@cnt-ait.info
Allier : initiative.03@cnt-ait.info

Pour nous rencontrer, pour préparer la Révolution, si vous avez un problème lié à votre emploi ou pour vous tenir au courant des luttes en cours, notre local – 7 rue St Rémésy, Toulouse, près de la Place des Carmes - est ouvert au public pour une permanence tous les samedis de 17:00 à 19:00

Vous pouvez également nous retrouver lors de tables de presse tous les dimanches aux allées Jules Guesdes de 10:30 à 11:30 et au marché de Saint-Aubin de 12:00 à 13:00.

A Montauban également avec les tables de presse, le samedi, 10h30 à 12h, au marché du Jardin des plantes.

D'autres brochures sont disponibles sur <http://brochures.cnt-ait.info>.

Il est possibilité de les obtenir en version papier, contactez-nous par mail ou par courrier.

Elles sont également disponibles au local,
lors des permanences ou lors des tables de presse

à voir les choses et à les réaliser avec plus de jugement et quand tu exécute un acte tu sais alors pourquoi tu le fait.

Le plus âgé d'entre eux était Aguado, un homme qui avait appartenu au mouvement et à la spécifique [la FAI] depuis qu'il était enfant. Il était le véritable anarchiste. Il ne prenait que ce qu'il avait besoin pour faire sa journée, le reste était de trop. Et s'il avait quelque chose à manger, il devait être partagé avec quelqu'un qui n'en avait pas, il le faisait avec mille amours. Pour lui, il n'y avait pas de privations, sinon des besoins. Tristesse d'une vie fauchée !

L'autre compagnon était García. Un compagnon imprégné des idées et du Mouvement. Il avait été en Espagne le secrétariat des jeunes de la région de Valence. Cela supposait qu'il connaissait cette jeunesse libertaire de 31 à 39 ans qui luttait si durement pour la cause que le peuple en général avait fait sienne. Ce fut sa jeunesse.

Quant à Mombiola, le plus jeune d'entre eux, il était l'exemple du véritable autodidacte, de l'homme véritablement cultivé, doté d'une intelligence claire. L'homme de plume en même temps que de combat. Celui qui propageait les idées par l'exemple. Le vrai compagnon. Je me souviens que pendant la guerre, ils voulaient le nommer commandant d'un Bataillon de la Colonne Durruti. Il répondit : "Je ne veux commander personne, je veux être soldat et rien d'autre."

Il ne le voulait vraiment pas. Puisqu'il était contre la militarisation. Il aimait être ce qu'il était: un milicien du mouvement révolutionnaire. Mouvement qui s'était tellement accru parmi le peuple espagnol, qui défendait la cause des travailleurs eux-mêmes. Pas supérieur. Pas inférieur. Ni riche ni pauvre. De cette transformation sociale, Mombiola voulait être soldat. Mais pas d'une armée de militaires.

Et pour ne pas s'être militarisé, il fit partie d'un groupe de dynamiteurs. Et après la perte de l'Aragon, [il entra] dans le bataillon confédéral jusqu'à notre entrée en France en 1939. Où après mille calamités, il rejoint le maquis, où il laissa sa vie, comme les autres compagnons. Et tant d'autres qui la sacrifièrent, en France comme en Espagne.

En leur mémoire, j'écris ces lignes qui prouvent que ceux d'entre nous qui les connaissaient et les aimaient ne peuvent pas les oublier.

Maria MOMBIOLA

Espoir CNT-AIT, n° 394, Aout 1969

ANARCHISTES, PAS REPUBLICAINS ... DES ANARCHISTES ESPAGNOLS EN RESISTANCE

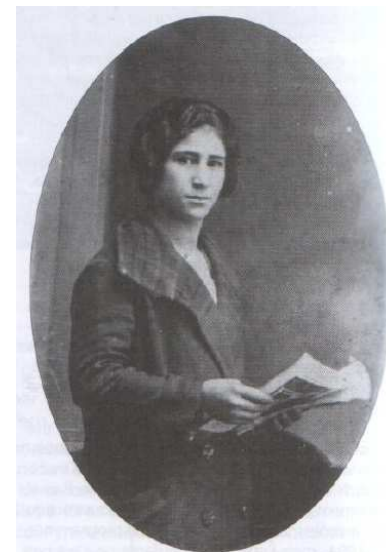
Table des matières

INTRODUCTION.....	3
Mythologie Française et Républicaine de la « libération ».....	6
Les français, libérés malgré eux	6
Les anarchistes espagnols : enterrés en 1944, déterrés en 2004	7
Sommes-nous libres ?	9
PARIS : Inauguration du jardin Federica montseny et exorcisme républicain	11
A propos des « Camps espagnols », camps de concentration français et républicains	12
Les camps espagnols	12
1939 - 1945 : Les camps dont on parle et ceux dont on ne parle pas.....	12
CAMPS D'ARGELES-SUR-MER	16
A propos des maquis anarchistes en Ariège	17
Les Anarchistes espagnols dans la résistance au Nazisme.....	20
Un mouvement qui s'organise tant bien que mal.....	21
La présence des anarchistes.	23
L'UNE, l'hégémonie dans le sang	28
Etat Français – Ministère de l'Intérieur Très secret : le « Mouvement Libertaire » Espagnol en France (1942).....	33
BREVE CHRONOLOGIE DE L'EXIL ANARCHISTE ESPAGNOL EN France (1939 – 1961).....	45

L'esprit de résistance guida leur vie, quelques portraits d'anarcho-syndicalistes espagnols50

María Vázquez BLANCO.....	50
Elisa Garrido Gracia "La Mañica", qui détruisit une usine d'obus allemands	53
José ESTER BORRAS, ardent défenseur de la cause des déportés.....	55
Vicente Moriones BELZUNEGUI, une vie de Résistance	58
José ALBALAT RIPOLLÉS, ébéniste et passeur	59
Josep Lladós TARRAGO, l'idéal chevillé au corps	60
Casto BALLESTA, pionnier de la résistance en Limousin	61
Juan MONTOLIU DEL CAMPO, éboueur et chef guérillero.....	63
José BERRUEZO SILVENTE « CLARIN ».....	65
MOREY BLANCH, Manuel "Manolo"	66
José SANTIAGO PAVON, dit « Antonio ORDOÑEZ MUÑEZ »	67
José GERMAN GONZALEZ.....	68
Antonio SANZ, l'instructeur du Vercors.....	69
Manuel JOYA MARTINEZ	69
Francisco ORTIZ PEREZ	70
Paulino MALSAND BLANCO	71
Floréal BARBERA : un siècle de lutte anarchosyndicaliste et antifasciste	73
Mai 1944 : le sauvetage périlleux de 60 membres de l'Organisation Juive de Combat.....	75
Emile Travé : de la Colonne Durruti à la CNT-AIT Française EN PASSANT PAR LE BATAILLON LIBERTAD.....	78
Ángel et Maria "dynamite" MONBIOLA : l'Amour et l'Anarchie, POUR LA VIE.....	80
Trois compagnons tombés sous des balles fascistes	83

Femme toujours impliquée, donnant son cœur sa voix, qui n'aimait ni les rouges ni les réformistes⁵, la porte de son appartement, rue Paragaminères, dont elle occupait la moitié sans droit ni titre, était néanmoins toujours ouverte à ceux qui avaient besoin d'un refuge sans qu'on leur pose de question. Dans les années 50, elle fut en particulier un point d'appui pour Francisco Sabaté Llopart *Quico*, qui continuait la guérilla de l'autre côté des Pyrénées. Puis ans les années 70, ce furent les Groupes d'action autonome. Elle collabora activement à l'aide et l'appui des militants du Mouvement Ibérique de Libération (MIL), dont Salvador Puig Antich garroté en 1974 à Barcelone. Ce fut ensuite le GARI, ouvrant souvent sa porte aux militants recherchés et à ceux qui sortaient de prison. Et enfin tous les fugitifs d'ici et de là-bas. Dans les années 80, ce fut la lutte contre le nucléaire. Si certains abusèrent de cette générosité, cela n'entama pas sa passion de la liberté et ses rêves révolutionnaires.



Maria Mombiola, à la veille de sa mort le 19 février 2000, écrivait : « *Je n'ai plus la force d'allumer la mèche, mais je garde ma conscience intacte. D'autres sont là et avec raison se délectent de la substance qui alimente mon espoir. Un monde meilleur et pas le meilleur des mondes* ». Les cendres de Maria Lozano ont été dispersées dans la Garonne.

Trois compagnons tombés sous des balles fascistes

Trois anarchistes tués dans le maquis. Victimes de balles allemandes en France.

Trois vies fauchées en pleine jeunesse, alors que l'âge de la compréhension commençait à poindre. Car quand tu passes le cap des trente ans, tu commences

⁵ Un fameux moulinet de sa canne envoya voler une table de presse organisée par les Vignoles un certain 19 juillet 1994, qui leur servit ensuite de prétexte pour accuser la CNT-AIT française de violence sectaire ...



Stèle dans la forêt d'Onde, à l'endroit où les trois militants de la CNT-AIT furent fusillés :

« Nos compagnons :

*Ricardo GARCIA
Francisco AGUADO
Ángel MONBIOLA*

*Fusillés par les allemands,
Le 20 août 1944, pour la libération⁴ de la France*

*Ils ne voulaient pas mourir,
Mais ils sont morts
Ils sont morts parce qu'ils luttèrent
Pour la liberté des peuples »*

Amour brisé par la Libération, après être rentrée clandestinement en Espagne pour essayer de récupérer sa fille, Maria s'installera à Toulouse où elle continuera de se battre jusqu'au bout, et à espérer toujours. Elle fut de tous les combats au côté de ceux qui voulaient en finir avec Franco et sa dictature, au besoin les armes à la main.

Maria ne s'arrêta donc jamais, des Jeunes Libertaires à la CNT espagnole en exil de la CNT-AIT française (dont elle ne manquait jamais les commémorations de la Révolution espagnole le 19 juillet), des groupes d'action autonome au CRAS dont elle fut et restera à jamais la présidente de cœur. Maria était une partisane de la démocratie directe et de l'action tout aussi directe. Les Jeunes Libertaires, recréés dans les locaux de la CNT-AIT de la rue Rémésy au tournant des années 1990, nous apprécions les discussions avec celle que nous appelions affectueusement Maria Dynamite. Petite femme brune au regard aigu, qui semblait dotée d'une énergie inépuisable et communicative, elle était aussi poète et fleur bleue à ses heures.

⁴ « Libération » en français dans le texte espagnol ...

INTRODUCTION

De tout temps, pour faire face aux crises internes comme externes qui le menace, l'Etat a eu recours aux exhortations à l'Union Nationale, pour que la Nation fasse corps autour de ses dirigeants. Pour ce faire, l'Etat a besoin de mobiliser des symboles puissants, capable d'incarner son discours idéologique. On assiste donc régulièrement à une instrumentalisation des faits historiques, selon les besoins circonstanciels de ceux qui sont au Pouvoir ... ou qui y aspirent

La République française n'échappe pas à ce mouvement, et la Résistance au Nazisme est une pièce de choix dans son dispositif idéologique. L'Histoire de la Résistance a connu plusieurs versions, selon les nécessités du moment du Pouvoir : dans l'après-guerre, les Gaullistes ont écrit la fable d'une résistance massive et générale des français qui se libérèrent eux-mêmes de l'envahisseur honnis. De leur côté les Communistes se sont érigés comme le Parti des Fusillés, résistants de la première heure et plus patriotes que les patriotes.

Pourtant, il faut bien le reconnaître : jusqu'à ce que la victoire Alliée ne fasse plus de doute en 1944, la Résistance est surtout le fait de « marginaux », souvent étrangers. Comme l'a dit si bien l'humoriste et véritable résistant Pierre Dac « pendant plus de 4 ans, les français ont surtout résisté ... à l'envie de résister » Le rôle des réfugiés espagnols dans la Résistance, et encore plus des anarchistes espagnols, fut donc ignoré car ne cadrant pas dans le dispositif idéologique que servait le récit gaullisto-communiste de la France Résistante.

Si aujourd'hui l'Union Nationale est toujours à l'ordre du jour du programme de tous les hommes ou femmes de pouvoir, le consensus social se construit autour de nouvelles figures identitaires. Le discours idéologique dominant actuel proclame que la République, bonne fille, est capable d'accueillir tous ses enfants, dans le respect de leurs différences, dès lors qu'ils se rangent derrière son drapeau pour la défendre. Ainsi, la mémoire des Espagnols de la Résistance est-elle désormais convoquées dans les manuels d'histoire, les noms de rues et lors des commémorations officiels ... mais à la condition qu'on les baptise « républicains espagnols » et qu'on « omette » que nombre d'entre eux étaient des anarchistes qui n'avaient qu'un amour très modéré pour la République. Opération de réécriture de l'Histoire d'autant plus facile que les protagonistes sont désormais tous morts. Pas de risque qu'ils viennent contredire le discours officiel d'un Macron évoquant « les camps espagnols » lors de la commémoration du 6 juin 44, en lui rappelant que ces camps de concentration étaient français et bien républicains, car bâtis par la République Française, pour

y parquer en février 39 dans des conditions pire que des bêtes ceux qui avaient fui les fascistes franquistes après leur avoir tenus têtes – seuls – pendant 3 ans...

Dans le même mouvement idéologique de réécriture de l'histoire, un Ministre de l'intérieur, le sinistre Castaner l'éborgneur, peut dire sans honte que la Police française fut globalement Résistante. Heureusement, des témoignages écrits, tels celui d'Arthur Koestler – qui gouta les délices de cet internement Républicain au camp du Vernet – permettent de remettre les pendules de l'Histoire à l'heure : « [en 1939] Les flics lisaient les journaux du matin, et ce matin justement, les journaux publiaient un communiqué officiel expliquant que la foule des étrangers qui venaient d'être arrêtés ces jours derniers par « notre vigilante police » représentait les éléments les plus dangereux du Paris interlope, la véritable lie de la terre. »¹ La mémoire aussi est acte de Résistance. Nous n'oublions pas ce que fit la police française.

La mémoire, en même temps qu'elle s'estompe avec les générations, est devenue un enjeu politique. Les enfants et les petits-enfants de « républicains espagnols » deviennent des enjeux électoraux, qu'il s'agit de flatter dans le sens de la mémoire, en espérant capter quelques voix, surtout quand les élections se jouent désormais dans des mouchoirs de poche ... Les « gestes symboliques de reconnaissance » envers les descendants se multiplient, en même temps que le potentiel subversif de cette mémoire est désamorcé. Ainsi Hidalgo peut-elle inaugurer à Paris, sous le regard ému des associations de fils et fille de réfugiés espagnol « et en même temps » de la ministre de la Justice du Royaume d'Espagne, un square « Federica Montseny » mais en faisant suivre son nom du qualificatif réducteur et pacifié d'« écrivain libertaire »...

Cette brochure a donc une ambition idéologique et non commémorative. Notre objectif n'est pas de verser une larme nostalgique sur de glorieux ancêtres, mais de partager des faits et arguments pour réfuter le bourrage de crâne et l'enrôlement des anarchistes d'aujourd'hui sous le drapeau républicain.

Nous avons voulu rassembler ici des textes d'analyses, des témoignages, des biographies pour essayer de saisir les trajectoires (dans leur succès comme dans leurs échecs, mais sans jamais renoncer) et les motivations de ces anarchistes espagnols qui, bien que vaincus et exilés dans un pays dont les institutions

Ensemble, Ángel et María rejoignirent volontairement la colonne Durruti, où Ángel refusera de commander un bataillon : « *Je ne veux commander personne, je veux être un combattant et rien d'autre* ». Opposé à la militarisation des milices, il poursuivit la guerre dans un groupe de dynamiteurs jusqu'à la chute du front d'Aragon où il réintégra son ancien bataillon dans la 26^e Division (ex Colonne Durruti).

L'exil et la *Retirada* furent un premier déchirement – tant politique que personnel. Maria fut séparée de sa fille qui resta en Espagne. Ángel fut interné dans divers camps avant d'être réquisitionné à l'automne 1943 et interné, semble-t-il, au Fort du Ha à Bordeaux. Maria quant à elle fut internée dans un camp à Gaillac dans le Tarn. Elle s'en évade pour rejoindre le maquis et son compagnon et amour Ángel, pour le perdre aussitôt et cette fois définitivement :

Ángel et deux autres résistants espagnols membres de la CNT-AIT, Ricardo Garcia (de la province de Valence) et Francisco Aguado, sont mitraillés le 20 août 1944 par des soldats allemands en déroute, alors qu'ils s'apprêtaient à dynamiter un pont.

Une stèle fut érigée en leur honneur dans la forêt d'Ondes, entre Toulouse et Montauban, à l'endroit où ils furent fusillés.



Ricardo Garcia, Francisco Aguado,
Angel Mombiola

¹ Arthur Koestler, *La Lie de la terre*, Paris, Calmann-Lévy, 2013, 302 p., p. 76

ÁNGEL ET MARIA "DYNAMITE" MONBIOLA : L'AMOUR ET L'ANARCHIE, POUR LA VIE

D'après des textes du CRAS, du site <http://militants-anarchistes.info> et des souvenirs personnels de militants de la CNT-AIT

Avec le silence, nous sommes complices de l'oubli, avec la mémoire nous allumons la flamme pour un monde meilleur. Pour ce nouveau monde, pour un autre monde possible, beaucoup ont donné leur vie en se battant pour la liberté. Ángel et María faisaient partie de ces personnes exceptionnelles qui ont fait face au fascisme, d'abord en Espagne puis, après l'exil, contre le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup sont morts et beaucoup n'ont pas pu rentrer. Sa patrie a fini par être la liberté, la lutte contre l'oppression et l'engagement: "*Pour un monde meilleur et non le meilleur des mondes*".

Ángel Pedro Mombiola Allué est né à Sariñena le 6 février 1908, fils de Pedro Mombiola et Carmen Allué. Ángel était un militant de la CNT-AIT, et fut même secrétaire du syndicat de Sariñena.

Ángel était également membre de l'organisation de jeunesse anarchiste de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL). C'est certainement dans cet environnement libertaire, qu'il rencontra María Lozano Molina, originaire de Saragosse, née le 3 mars 1914. María, à 15 ans, évoluait déjà dans un environnement libertaire, apparemment en raison de "problèmes familiaux", et était familière du groupe d'action anarchiste connue sous le nom de *Los Solidarios*. La famille de Maria dirigeait une pension très fréquentée par des militants anarchistes, dont les frères Alcrudo Solórzano. Miguel José et Augusto Moisés. Ces deux frères étaient tous deux docteurs, particulièrement réputés dans leur spécialité, tout en étant d'infatigables propagandistes anarchistes. Ils furent fusillés par les franquistes dès le début du soulèvement militaire.

María et Ángel, María se marièrent très jeunes - 18 ans pour Maria et 24 ans pour Ángel - au milieu de la deuxième république espagnole, le 24 novembre 1932. De leur union naquit une fille.

Mais rapidement, leur amour fut rattrapé par le soulèvement des miliaires franquistes, le 18 juillet 1936, et par la Révolution qui se déclencha immédiatement en réponse. María participa aux combats de rue contre les militaires rebelles en juillet 1936 à Saragosse, marchant ensuite vers Alcubierre où peu à peu le front républicain s'était établi. Plus tard, à Sariñena, María participa à la Collectivité agricole locale.

républicaines les traitaient en parias², avaient continué la lutte pour ce qui fait la Dignité Humaine : la Liberté, la Solidarité, l'Égalité.

Ce qui frappe en lisant le récit de leurs vies, c'est d'une part le fait qu'il s'agit essentiellement de gens simples, des « petites gens », ébénistes, mineurs, ouvriers, paysans, éboueurs même, sans aucune prétention d'héroïsme ni recherche de gloire aucune ; et d'autre part l'existence d'un principe commun qui les guida en toute circonstance, la conscience de la Dignité et l'esprit de Résistance, c'est-à-dire le refus des capitulations et du conformisme ambiant.

Cette brochure comporte un texte inédit à notre connaissance, le rapport de la Police de Vichy sur les anarchistes espagnols, et la réponse du Directeur du camp de concentration du Vernet au sujet de ses pensionnaires les plus surveillés. Au-delà du caractère historique du document, cela permet de voir en creux l'intelligence tactique et opérationnelle de ces militants qui – malgré leur internement et la surveillance serrée dont ils faisaient l'objet, réussissaient à maintenir un réseau anarchosyndicaliste opérationnel.

Tel le coq qui chante dans la nuit (pour reprendre le titre d'une nouvelle de l'anarchiste Chinois Pa Jin, qui a la même époque résistait avec ses moyens contre le fascisme impérial japonais), ces exemples sont autant d'hymnes au courage et à la liberté et nous donnent malgré-tout des raisons d'espérer.

Pour paraphraser un résistant célèbre, quoiqu'il arrive, la flamme de la Résistance anarchiste ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ...



² Même si heureusement des « français moyens », individus lambda, n'avaient pas oublié ce que le mot Fraternité voulait dire.

MYTHOLOGIE FRANÇAISE ET REPUBLICAINE DE LA « LIBERATION »

Article paru dans *Le Combat Syndicaliste Midi-Pyrénées*, été 2004

Cet été 2004 est à marquer de la pierre grise de la monotonie bourgeoise. Il est vrai que tout l'art des festivités étatiques est de faire crever d'ennui les esprits libres. Passe encore que, pour honorer les résistants, on fasse défiler policiers et soldats : cela amuse les enfants, et le plus bel Etat du monde ne peut offrir en spectacle que ce qu'il a, c'est-à-dire rien de bien. Passe également que pour fêter « Paris libéré », la capitale soit quadrillée par la police et l'armée, même si ce paradoxe devrait faire sourire jaune.

Non, ce qui est radicalement ennuyeux, c'est de toujours et encore voir les mêmes grosses ficelles de la propagande étatique se dérouler sans cesse sous nos yeux, comme si elles sortaient d'une pelote gigantesque sur laquelle il y aurait marqué « on vous prend pour des cons ». Pardonnez la trivialité de l'expression ; mais, mieux qu'aucune figure de rhétorique ne pourrait le faire, elle rend compte avec exactitude de l'esprit du siècle qui n'est autre que celui de la vulgarité triomphante, représentée en premier lieu par des intellectuels prétentieux à la solde de l'Argent. Cela ne mérite pas mieux effectivement pour le dire qu'une expression « incivile » !

A l'occasion du soixantenaire de la Libération donc, politiciens et médias ont été fidèles à la loi du genre : les discours étaient un galimatias de platitudes redondantes, destinées, comme dans n'importe quelle « République bananière » à récupérer l'histoire dans le bon sens et à nous faire intégrer, par la force d'un flot continu d'insinuations, d'approximations et d'inexactitudes voulues que « tout va pour le mieux dans le meilleur des pays ».

Les français, libérés malgré eux ...

On a presque honte d'avoir à le rappeler, tellement cette vérité historique est bien établie : la police parisienne et plus largement toutes les corporations étatiques françaises -magistrature en tête- ont collaboré et aidé les nazis à persécuter les juifs, les homosexuels, les gitans et tous les opposants politiques.

Charles de Gaulle, qui avait une vision claire des nécessités de la sauvegarde de ces institutions pour préserver le fonctionnement du système capitaliste a été -avec la complicité du Parti Communiste Français- le principal instigateur du mythe de la nation en armes contre l'occupant.

dans le bus loué par les compagnons de Pau pour aller au Congrès de Madrid de l'AIT, où devait se régler la question de notre dilemme avec la partie réformiste de la CNT, connue aujourd'hui sous le nom des Vignoles. Je venais de rejoindre la CNT depuis quelques années, et j'étais impressionné face à ce que je me représentais comme un « monument de l'histoire de l'anarchisme du XX siècle ». Mais Emile dissipa très vite cette impression, tout naturellement : il était allé directement s'asseoir au fond du bus sur la banquette arrière, celle des chahuteurs, où nous avons passé le long trajet à parler, rire et chanter. Arrivé à Madrid, il était là, vitupérant contre les réformistes. Pendant le congrès, très attentif et clairvoyant, il déjoua en les exposant publiquement les manœuvres de coulisses des réformistes, alors qu'ils essayaient de faire pression sur certains vieux délégués (notamment de la FORA) pour qu'ils changent leur vote.

Toujours militant et toujours sur la brèche, il n'a jamais faiblit dans ses convictions. Il aimait se définir par la phrase de Federica Montseny : « philosophiquement, je suis anarchiste ; socialement je suis anarcho-syndicaliste ; humainement, je suis solidaire ».

Il était comme ça Emile : aimant la vie, l'amour, blaguant, poète à ses heures, capable de grande tendresse comme de colères énormes, mais toujours sérieux et sans compromis quand il s'agissait de l'Idéal. Emile était de ses personnages qui vous marquent pour la vie, un Don Quichotte de l'idéal

A notre fidèle lecteur, à notre ami, nous disons au revoir compagnon, que la terre te soit légère. Puisse ton exemple de lutteur infatigable continuer à nous inspirer.

Ses compagnons de la CNT-AIT

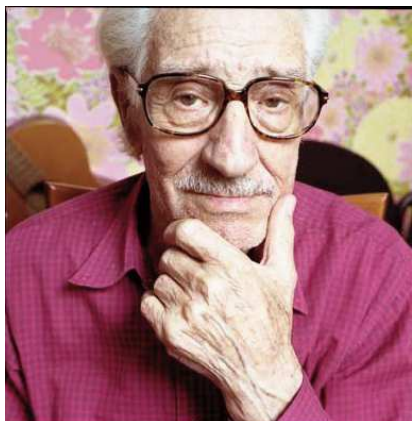
Entretien avec Emile (Emilio) Travé, le 12 janvier 1998

« J'ai commencé à travailler à 13 ans [...], c'est à partir de ce moment que je suis devenu révolutionnaire. » « Je suis arrivé en France après trente-deux mois de guerre en Espagne. J'avais 20 ans en 1936, j'étais à Barcelone... ». « J'ai passé la frontière le 7 février par Puigcerda [...], on nous a parqué dans un pré. » Puis différents camps... Puis travail chez des paysans français mobilisés : « J'ai appris le français ». Arrestation, puis travail obligatoire à la construction de la base sous-marine allemande de Bacalan.

Évasion, contact avec la Résistance et engagement dans le bataillon espagnol Libertad qui a participé à la libération du Médoc, avec l'espoir, aidés par l'armée française, de retourner en Espagne lutter contre Franco. « *On s'est fait avoir [...], les promesses n'ont pas été tenues.* »

EMILE TRAVE : DE LA COLONNE DURRUTI A LA CNT-AIT FRANÇAISE EN PASSANT PAR LE BATAILLON LIBERTAD

Texte paru dans *Anarchosyndicalisme !*, n° 118, été 2010



Emile Travé, lutteur acharné de l'Idéal, nous a quittés. Né en Espagne vers 1915, orphelin de père à l'âge de 14 ans, Emilio Travé commence alors à travailler dans une usine textile et à militer à la CNT-AIT espagnole. Pendant la Révolution de Juillet 1936 suite au coup d'Etat Franquiste, il rejoint une centurie du Syndicat CNT du transport maritime de Barcelone, constituée pour être envoyée aux Baléares. Puis il s'intégra à la Colonne Durruti (puis 26ème Division) où, après avoir suivi les cours de l'école de guerre de Sarria, il sera

nommé lieutenant dans les transmissions. Ne voulant pas toucher un sous de l'Etat espagnol « démocratique », il versa l'intégralité de sa retraite de lieutenant au mouvement.

Passé en France avec la *Retirada*, il est interné dans divers camps de concentration de la République française. Pendant l'occupation il participe à la Résistance et prend part en 1945 aux combats pour réduire les dernières poches nazies de l'Atlantique et libérer la Gironde. Il était alors membre du Bataillon Libertad, presque entièrement composé de libertaires espagnols

En 1946, il participe à la création de la CNT-AIT française dont il allait être nommé secrétaire, tout en continuant à militer à la CNT espagnole de l'exil. Dans les années 1960-1970 il profita de ses voyages pour « affaires de famille » à Rubi pour assurer des contacts avec les compagnons de l'intérieur.

Après la mort de Franco, il s'oppose à la transformation de la CNT espagnole de l'exil en une régionale de l'extérieur, qui pour lui n'avait alors plus de sens, et ne milita plus dès lors qu'à la CNT-AIT française. Emile avait choisi de rejoindre la CNT française parce qu'il se considérait avant tout comme un militant de l'Internationale et qu'il « faut militer là où on est ».

Mais, Emile, c'était avant tout une personnalité entière, généreuse et chaleureuse. Je me souviens de notre première rencontre. Nous étions en 1996,

Répetons-le : avant 1944, la Résistance a été le fait de marginaux, la plupart étrangers. L'un d'entre eux, l'humoriste Pierre Dac a très précisément résumé ainsi la situation : l'ensemble de la population française a surtout résisté à l'envie de résister. Le coup de l'occupation de la Préfecture de la Seine à Paris par les agents de police le 19 août 1944 s'apparente à l'attaque du Palais d'Hiver à Petrograd l'hiver 1917. C'est un grand coup symbolique et politique, décidé par une minorité, et destiné à justifier ce qui allait suivre : la prise du pouvoir par les gaullistes... et de faire d'une pierre deux coups. Ce formidable retournement de veste de la police allait en effet permettre à la masse des politiciens, magistrats et autres fonctionnaires gravement compromis dans la collaboration avec les nazis, de rejoindre ces résistants de la 25ème heure qu'ont été les flics parisiens. Et tout ce petit monde a pu de la sorte s'auto blanchir collectivement. En conséquences de quoi, par exemple, M. Papon, auteur de crimes contre l'humanité, a pu poursuivre une longue carrière dans la préfectorale puis devenir ministre sans que la justice ne « pense » à lui demander des comptes pendant presque un demi-siècle.

Œuvre d'une minorité, la Résistance devient dès la libération, par la grâce d'une grossière réécriture de l'histoire, œuvre de tous. Il s'agit de produire la cohésion nationale nécessaire à la relance de la vie économique. Au mot d'ordre national chauvin « A chacun son boche » du P.C. fait alors suite la propagande de la C.G.T. qui, en relayant l'appel à se « retrousser les manches » veillait à remettre « la France au travail » et à étrangler tout départ de grève... jusqu'au déclenchement de la guerre froide, date à laquelle le discours communiste prit un nouveau virage. En attendant, cette union sacrée entre la droite -représentée par le gaullisme- et une certaine gauche -incarnée par le parti communiste- permit d'écraser les idéaux révolutionnaires qui auraient pu être véhiculés par les véritables combattants de l'ombre. Et, par la grâce de l'alliance gaullistes-communistes, le pouvoir étatique lamentablement échoué par sa politique de collaboration avec les nazis, se retrouva presque aussitôt remis à flots. Là-dessus, flonflons et musette, et le tour est joué. Si bien qu'on nous le ressert 60 ans après.

Les anarchistes espagnols : enterrés en 1944, déterrés en 2004 ...

Parmi les résistants, il y en avait d'immédiatement présentables lors de la Libération : ceux de droite et les français du P.C. Mais il y en eut qui furent privés du droit aux honneurs car la seule mention de leur existence aurait fait désordre dans la mythologie cocardière. Non seulement ils n'obtinrent pas les honneurs -ce dont ils se fichaient d'ailleurs généralement- mais parfois ils n'obtinrent même pas la moindre considération comme, simplement, la

nationalité française ! Leur conduite héroïque face aux nazis n'effaçait pas la tache indélébile d'être des juifs-étrangers communistes ou pire encore, des anarchistes. Ainsi, dans tout le sud de la France, les anarchistes espagnols ont fourni les gros bataillons des maquis, pour être aussitôt oubliés.

Pour être exacts, il faut dire que le mouvement anarchiste espagnol en exil en France était divisé en 1939 sur la question de la résistance armée. Il y eut des polémiques sur la question, mais, nécessité faisant loi, elles ne firent pas long feu. Chacun donc fit ce qu'il put pour résister au massacre organisé par les grandes puissances.

Dans toute la France, dans les bombes et les embuscades qui éclatèrent bien avant 1944, on pouvait reconnaître la patte des *compañeros* anarchistes espagnols. Cet engagement massif des libertaires espagnols dans la Résistance fut le résultat d'une réaction viscérale, individuelle et collective, face à l'oppression fasciste, et non, comme cela devrait être le cas dans un mouvement anarchiste, le fruit d'une démarche collectivement réfléchie. C'est là un constat. On ne peut que regretter bien sûr cette absence de stratégie collective, qui a facilité l'élimination de l'anarchisme du champ social dans tout l'après-guerre. Mais il faut rappeler que les compagnons de la CNT espagnole n'étaient arrivés sur le sol français que depuis quelques mois. Ils y étaient en exil, le plus généralement « accueillis » dans des camps de concentration (français), après avoir réalisé une révolution, mené une guerre de trois ans, et s'être fait balayer par la coalition des dictatures d'Europe avec la complicité des « démocraties ». Difficile dans ces conditions de mettre au point une stratégie ! Au moins avaient-ils leurs idées suffisamment chevillées au corps pour refuser toute collaboration et résister partout où ils le pouvaient à une époque pendant laquelle, rappelons-le encore, un tel comportement était une rareté.

Sans se glorifier de l'entrée dans Paris, en tête de la 2ème D.B., du char « Durruti », sans se gargariser de la geste héroïque d'innombrables militants de la CNT et de la FAI dans la lutte clandestine contre la Wehrmacht, force est de dresser ici aussi un constat : ces résistants de la première heure, l'Etat français les a tout bonnement enterrés en jouant de tous les rouages médiatiques et intellectuels -y compris ceux qui se proclamaient de gauche. Il lui était ainsi plus facile par exemple de laisser assassiner par les brutes franquistes le « Commandant Raymond » (de son vrai nom Capdevila) que de demander des comptes à Franco.

Et voici que, soixante ans plus tard, on découvre au grand public que la Compagnie de Drone [1] -la première compagnie de la 2ème D.B. à avoir pénétré dans Paris, c'est dire la portée symbolique de la chose- était composée

pas Mais nous allons réussir.", répondit Floreal Barberà. Et le lendemain, après beaucoup de dangers et de souffrance, ils réussirent.

Après un bref séjour à la prison de Lleida, Dika et Floreal Barberà furent libérés. L'*American Joint Distribution Commitee* (qui s'occupait de récupérer en Espagne les personnes qui fuyaient la persécution nazie) avait très bien tout organisé. Barberà disposait d'un passeport français, au nom de François Buhler. Il aurait pu partir en Afrique du Nord avec le reste de l'expédition, mais il refusa. Il voulait retrouver son frère et fuir avec lui vers l'État français.

En juillet 44, il fut arrêté en Cerdagne alors qu'il effectuait une autre mission. Il fut emprisonné à Gérone et à Barcelone jusqu'à Noël 1945, et son frère jusqu'à 1946.

En 1957, Jules Jefroykin rencontra à Paris Floreal Barberà et son épouse. Le capitaine lui dit : «Si je suis en vie, c'est grâce votre mari. Mais j'ai aussi un mérite: celui de lui avoir fait confiance. »

Barberà ne revit jamais les autres membres de l'expédition.



Floreal Barbera, Joan Catala, Luis-Andrés Edo, Xavier Montanya ; Débat sur le groupe Ponzán. Barcelone, 2000, Espai-Obert.

instructions des guides, ils commencèrent à marcher, mais au bout de quelques heures, Barberà commença à avoir des soupçons : il avait l'impression qu'ils tournaient en cercle et que leur route ne les conduisait pas en Espagne. Alors Dika, que Floreal avait alerté, lui ordonna de prendre le commandement. Ils reprirent leur route mais sans direction particulière, ne connaissant pas la montagne.

Ils rencontrèrent un berger qui leur indiqua que leurs pas les ramenaient en France et que, dans la forêt devant eux se trouvaient des Allemands. Ils reculèrent rapidement, mais le brouillard se leva et les Allemands commencèrent à tirer. Ils leurs répondirent sans cesser de courir. Ils revinrent à leur point de départ où ils purent se réfugier dans une cabane en bois. Cette nuit-là, il n'arrêta pas de neiger. Dans le sombre profond de la nuit, Barberà ne pouvait pas dormir : s'il suivait les ordres, il devait quitter le groupe et s'en aller avec Dika. Finalement, il décida de n'abandonner personne, même si cela aurait été plus facile. Il a choisi de désobéir aux ordres.

S'ensuivirent des heures de forte tension. Floreal Barberà supposa que les nazis ne tireraient plus parce qu'ils voulaient capturer Dika vivant. Ne sachant pas quelle direction prendre, ils décidèrent de partir à l'opposé de celle indiquée par des guides perfides. Ils gravirent des montagnes très difficiles, marchant pendant des heures et des heures, avec parfois de la neige jusqu'à la taille. Ils étaient perdus Certains tombèrent dans la montagne et il fallait retourner les chercher. Le beau-père de Dika décéda le lendemain. Certains voulurent l'enterrer et prier, mais Barberà s'y opposa. Leur mission était de sauver les vivants, pas d'enterrer les morts.

En fait, ils n'ont jamais su où ils étaient, m'a-t-il avoué. Ils savaient seulement qu'il fallait partir vers le sud. Le découragement faisait rage. Il y avait des blessés, ils avaient faim, soif, certains avaient des crises d'hystérie, ils mangeaient la neige qui leur brûla la bouche. Ils durent les faire taire en les menaçant de leurs armes pointées, car les allemands auraient pu les entendre. C'était inutile, la nervosité les gagnait parfois. Floreal forma alors un petit groupe des plus endurcis pour tenter de trouver le bon chemin. L'un d'entre eux mourra en tombant dans un ravin. C'était la deuxième mort de l'expédition.

Il faisait très froid, il y avait beaucoup de neige. Dika tomba, Floreal le porta. À un moment donné, l'homme déclara: «Je n'en peux plus. Retournons-en, revenons en France et livrons-nous à la police française ». Mais Floreal le persuada que l'Espagne se trouvait derrière la prochaine chaîne de montagnes. « Vous êtes le Chef; mais le chef du convoi, c'est moi. Ici personne ne se rend. Donnez-moi votre confiance Nous allons nous en sortir. Comment ? Je ne sais

d'anars espagnols ! Cette « découverte » curieusement tardive devrait faire réfléchir les esprits critiques sur la « compétence » des universitaires et des journalistes qui ont traité pendant soixante ans le sujet de la libération de Paris en long, en large et en travers, mais toujours en oubliant ce petit « détail » ! On mesure bien là la complicité qui unit la gent universitaire, quel que soit le plumage politique dont elle se pare, à la main qui la nomme et la nourrit ainsi que celle de la gent journalistique à la main qui la contrôle in fine, l'Etat.

Soixante ans après, historiens et journalistes peuvent bien rétablir un pan de la vérité. Les protagonistes ne sont plus là ni pour dire leurs motivations politiques du moment ni leur analyse du présent. Leur mort physique permet d'annexer l'anarchisme à l'union sacrée de 2004 autour de cette commémoration. Ce qui tombe bien : le pouvoir, pour se maintenir, a besoin de l'accord de tout le monde. On a vu, lors des élections présidentielles de 2002, l'importance qu'il accorde à ce consensus national. Tout est bon pour cela, que ce soit le matraquage psychologique intense -au nom de l'antifascisme- entre les deux tours de la présidentielle [2], ou l'annexion de l'anarchisme dans les réjouissances du soixantenaire de la Libération.

Sommes-nous libres ?

En fin de compte, cette indigestion d'éphémérides, distillées et célébrées à grande pompe tous les jours de l'été écoulé est destinée à évacuer cette question fondamentale : sommes-nous libres ? Puisque, nous assène-t-on, la France a été libérée il y a 60 ans, nous n'aurions même pas à nous la poser...

Et pourtant... pendant que l'Etat français se gargarise de la Libération, son Journal Officiel publie au quotidien de nouvelles lois pour restreindre les libertés de l'individu [3] et augmenter le pouvoir de l'argent [4]. Inscrit dans une spirale répressive, l'Etat fait exploser le nombre de prisonniers. La contradiction entre les faits et le discours a ainsi atteint des sommets. Pour ceux qui auraient encore un doute, qu'ils se rappellent que pendant que d'une main le pouvoir flatte la Résistance et la lutte contre l'antisémitisme, de l'autre, un des rarissimes prisonniers qu'il trouve à libérer n'est autre que Maurice Papon, anti-résistant notoire, responsable de la déportation vers les camps de la mort de centaines d'enfants juifs.

K. Tulle

[1] Le capitaine Drone en question, chef de cette compagnie, a totalement et volontairement « oublié » dans ses mémoires parues dans l'après-guerre de décrire l'origine de ses combattants. Il semble que cela lui ait été demandé par sa hiérarchie.

[2] Le front commun appelant à voter Chirac en 2002 allait de la droite dure à l'extrême gauche à l'exception de LO, en passant par certains « anarchistes ». Le score extraordinaire obtenu par Chirac grâce à cet ensemble lui a bien entendu laissé les mains libres. Très rares ont été ceux qui, comme « Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées » ont appelé à l'abstention pour le premier comme pour le second tour.

[3] un simple exemple : des jeunes ont été envoyés en prison simplement pour être restés dans le hall de leur immeuble.

[4] Chaque fois qu'il y a une réforme financière (impôts...), c'est pour faire un cadeau aux possédants.



Ay en Champagne, 1^{er} Aout 1945, célébration de la première année de la libération : « aujourd'hui, anniversaire de la libération d'Ay, demain libération de l'Espagne »

MAI 1944 : LE SAUVETAGE PERILLEUX DE 60 MEMBRES DE L'ORGANISATION JUIVE DE COMBAT

L'aventure de cette caravane de Juifs perdus dans les Pyrénées est l'une des histoires les plus impressionnantes que je connaisse au sujet des réseaux d'évasion de la Seconde Guerre mondiale. Je résume l'odyssée, telle que me l'a expliqué Floreal Barberà.

Il n'avait alors que vingt-trois ans. Alors qu'il était poursuivi par la Gestapo, Mme Cassagnavère, directrice de la Croix-Rouge de Toulouse, lui offrit deux possibilités : soit partir se cacher dans un couvent trappiste, soit participer à une mission de franchissement clandestin de la frontière avec l'Espagne. Il choisit le second. C'était une aventure et cela pourrait faciliter ses recherches pour retrouver son frère – qui était alors emprisonné à Barcelone parce qu'antifasciste – pour essayer de le ramener en France.

L'Organisation Juive de Combat (OJC) avait organisé une expédition de combattants juifs qui fuyaient les nazis. Floreal avait pour mission de protéger la vie d'un certain Dika. Il ne le savait pas, mais Dika était le pseudonyme du Capitaine Jules Jefroykin, fondateur de l'OJC et très recherché par les nazis et leurs valets vichystes. « *En cas de confrontation avec les nazis dans la montagne, vous devrez abandonner tout le monde et vous sauverez tous les deux. Dika ne peut pas tomber en vie entre les mains des Allemands.* » Tel était l'ordre secret reçu par Floreal Barberà, qui comprit clairement qu'il ne pouvait pas non plus se faire prendre vivant.

Le réseau organisa clandestinement tous les déplacements des participants de l'expédition pour les rassembler sur différents itinéraires en direction de la montagne, près de Saint-Girons (Ariège). Là y attendait Dika et le reste de l'expédition : deux guides français et soixante-deux personnes, dont cinq filles et quelques hommes âgés. L'un était le beau-père de Dika. Un peu de nourriture et quelques mitraillettes furent réparties : « *aussi peu d'armes pour autant de gens* », pensa Barberà, équipé d'un pistolet mitrailleur Sten et qui portait par ailleurs son pistolet Beretta.

Ils marchèrent de nuit, en petits groupes. Au sommet de la montagne, les guides furent payés et, après qu'ils aient donné des instructions au groupe, ils l'abandonnèrent. En fait, ils les trahirent. Ils les laissèrent seuls, sans carte ni boussole. C'était le principe de la trahison. Ils leur avaient dit de se rendre à Esterri d'Àneu, où les attendaient un contact de l'organisation. Suivant les

française (FFI), comme les services secrets alliés. Il réalisa pour leur compte de nombreuses missions d'information en France ou en Espagne, et participa au sauvetage de nombreux juifs pour le compte de l'Organisation Juive de combat (OJC). Poursuivi par les polices Franquistes, françaises et la Gestapo, il finira par être arrêté, interrogé et torturé. A Toulouse, il était lié à Francisco PONZÁN, autre militant de la CNT-AIT, qu'il fut un des derniers à le voir en vie avant son exécution par les nazis le 17 août 1944, deux jours avant la libération de la ville. En décembre 1944, au retour d'une mission effectuée en Espagne pour le compte de l'OJC, il est de nouveau arrêté en Cerdagne et emprisonné à Gérone et à Barcelone jusqu'en 1945. Après sa sortie de prison, il revint en France où il essaya d'organiser un réseau de combat contre le régime franquiste qui avait le soutien du gouvernement en exil de la République espagnole. Mais finalement, en 1948, le financement légal promis n'arrivant pas et devant les dissensions autour de ce mode d'action, le projet fut abandonné.

Commença alors son troisième et dernier exil, cette fois au Venezuela, où il a continué à travailler pour la réunification confédérale et la lutte contre Franco. Il rencontre García Oliver et Octavio Alberola, alors exilés au Mexique, mais la distance qui les séparait était trop grande pour mener à bien leurs projets. Finalement ces deux derniers déménagèrent à Paris où ensemble, avec Cipriano Mera et d'autres compagnons, ils fondèrent à la demande du Mouvement Libertaire espagnol en Exil (CNT-AIT, FIJL et FAI) la *Defensa interior*, groupe armé antifranquiste d'idéologie anarchosindicaliste, qui va mener des actions de guérilla et de maquis en Espagne dans les années 60.

La vie militante de Floréal fut très intense et avec son départ, c'est l'un des meilleurs témoins de l'histoire de la CNT-AIT qui a vécu ses moments les plus aigus et intenses, les meilleurs (la révolution) comme les pires (la guerre et la répression). La lutte pour ses idéaux l'a conduit à lutter contre le fascisme en Espagne et en France dans la résistance, ce qui lui vaudra d'être décorée par le pays voisin, en 2001.

Humainement, parmi ceux qui l'ont connu personnellement, nous retiendrons les mots de Xavier Montanyà, qui nous ont servi à écrire ce mémorial : Homme aux idées fermes, intelligent, constant et rigoureux, sans peur du risque, lutteur né, activiste clandestin, Floréal était un homme fraternel, discret, mais aussi réservé, qui mesurait bien ses paroles. Ce fut un des grands hommes de la lutte antifasciste.»

A toujours, Floréal.

Des compagnons de la CNT-AIT de Barcelone et de Toulouse.

PARIS : INAUGURATION DU JARDIN FEDERICA MONTSENY ET EXORCISME REPUBLICAIN

Ce 24 août 2019, Madame la Maire de Paris, membre du Parti Socialiste (celui de la non-intervention en 36 et on en passe depuis ...), en présence de Madame la Ministre de la Justice du Royaume d'Espagne (celui mis en place par la rébellion militaire dirigée par le Caudillo Franco), Monsieur l'Ambassadeur du même Royaume, la famille Montseny (on ne saurait les blâmer), sans oublier l'ineffable Aimable Marseillan (qui était en retard) ont inauguré le Parc Federica Montseny à Paris.

Sur la plaque on lit « écrivain libertaire ». Anarchiste ça leur aurait arraché la gueule ...

Federica goutait assez peu les honneurs, surtout officiels et républicains... Le plus bel hommage qui lui a été rendu ce jour-là est certainement la dizaine de fourgons de flics et le détachement d'éborgneurs qui protégeait la vitrine de la banque d'à côté. Des fois que le fantôme de Federica vienne se joindre à la cérémonie. Il faut croire que même morts et enterrés sous les honneurs, les anarchistes font encore peur au pouvoir, qui se sent obligé d'organiser des rituels d'exorcisme pour intégrer ces démons au panthéon républicain et démocratique.

Heureusement, il y eut quelques voix pour crier bien haut à tout ce petit monde :

Ni monarchie, ni république, Vive l'Anarchie !



A PROPOS DES « CAMPS ESPAGNOLS », CAMPS DE CONCENTRATION FRANÇAIS ET REPUBLICAINS

Les camps espagnols ...

Le 6 Juin 2019, dans son discours de commémoration du 6 juin 1944, le Président de la République Française, Emmanuel MACRON, a salué la mémoire de ceux qui au péril de leur vie se sont lancés sur ces plages sous la mitraille. Il nous a exhortés à nous souvenir de ces libérateurs. Au détour d'une phrase, il a évoqué les origines diverses de ces héros : armée d'Afrique, maquis, camps espagnols ... Camps espagnols ??? Quelle belle périphrase ... Les camps espagnols étaient surtout les camps établis dès 1939 par la République Française (donc avant Vichy ...) pour concentrer et parquer les républicains et anarchistes espagnols, ainsi que tous les combattants de la liberté, qui fuyaient après leur défaite contre le fascisme ...

Puisqu'on nous demande de faire un exercice de mémoire, nous republions un petit texte pour rappeler ce que furent ces "camps espagnols" mais qui étaient en fait des camps de concentration français et républicains ...

1939 - 1945 : Les camps dont on parle et ceux dont on ne parle pas

En ce mois de janvier 2005, on a commémoré le 60ème anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz où plus d'un million de personnes ont été tuées, gazées dès leur arrivée ou sont mortes après quelques mois d'une vie d'épouvante absolue.

Si, de nos jours, on connaît bien l'existence de ces camps situés en Allemagne ou en Pologne, si les noms de Ravensbrück, Buchenwald, Dachau, Dora, Mauthausen, Sobibor, Treblinka, Bergen-Belsen, sonnent souvent étrangement familièrement à nos oreilles, comme une litanie macabre dont il ne faut rien oublier, l'évocation de quelques localités du Sud-Ouest, aux sonorités bien de chez nous - Rieucros, Le Récébédou, Noé, Montech, Caylus, Septfonds de Caussade, Le Vernet, Rivesaltes, Le Barcarès, Argelès- sur-mer, St Cyprien, etc. ... - n'évoque souvent que peu de choses pour la plupart des gens (ou tout au plus quelques souvenirs de villégiature). Si ces camps d'internement français n'étaient pas des camps de concentration (au sens nazi) ou d'extermination, ils en étaient souvent l'antichambre et l'on pouvait fort bien y mourir de froid, de malnutrition ou de dysenterie avant d'être déporté en Allemagne. La mémoire collective a tendance à sélectionner les souvenirs, à transformer positivement le

FLOREAL BARBERA : UN SIECLE DE LUTTE ANARCHOSYNDICALISTE ET ANTIFASCISTE

Texte paru le 18 décembre 2019 sur <http://cnt-ait.info>

Les compagnons de la CNT-AIT de Catalogne nous informent dans le journal *Solidaridad Obrera* de la disparition de Floreal Barberà, à l'âge de 98 ans, survenue le 20 juillet dernier, soit le lendemain de la commémoration du 83ème anniversaire du déclenchement de la Révolution Espagnole.



Fils d'un des fondateurs de la CNT-AIT en Espagne en 1910, il a subi au cours de sa longue vie trois exils.

Le premier exil, en 1924, lorsque sa famille s'enfuit à Toulouse à cause des activités anarcho-syndicalistes de son père. Enfant étranger, il sera scolarisé comme son frère Calmisto (qui participera lui aussi à la lutte anarchosyndicaliste) à l'école française. La maîtrise de la langue et la culture française lui sera fondamentale dans le succès de ses futures missions clandestines. Lorsque la Révolution éclate en Espagne, la famille retourne en Espagne, à Barcelone. Le père présidera l'Industrie de fonderie socialisée, tandis que les deux fils intégreront les milices confédérales et se battront en première ligne contre les fascistes franquistes.

Le second exil, en 1939, alors que la guerre civile était déjà perdue, il est contraint de fuir Barcelone et traverse la frontière à pied, comme des centaines de milliers d'anarchistes et de républicains. L'accueil est terrible : c'est le sinistre camp de concentration d'Argelès, où il faut essayer de dormir le soir dans des trous creusés dans le sable, sans couverture. Pendant l'occupation nazie, il s'enfuit du camp et part rejoindre la lutte armée clandestine. Agent de liaison libertaire indépendant, il sera cependant bien connecté avec la résistance

Dès le début du soulèvement franquiste de juillet 1936, il fut l'un des organisateurs du Comité des milices antifascistes de Manresa, puis partit comme volontaire dans une unité de mitrailleurs de la Colonne Paso la Idea sur le front de Tardienta. Assez rapidement et à cause de sa mauvaise vue, il fut renvoyé à l'arrière où il allait s'intégrer aux collectivités métallurgiques.

Exilé en France lors de la *Retirada*, il allait pendant l'occupation participer très activement à la réorganisation de la CNT-AIT espagnole. Il fut d'abord membre du Comité national clandestin de la zone nord puis en 1943 avec J. Ferrer et Pastor membre du sous-CN de la zone occupée. Délégué de Bordeaux au plenum tenu en 1943 à Marseille, il fut nommé l'année suivante secrétaire du sous-CN et en septembre 1944 représenta le Mouvement Libertaire Espagnol lors de la fondation de la *Junta Española de Liberación* (JEL). Lors de l'assemblée plénière tenue à Toulouse en octobre 1944, il fut nommé secrétaire de la section politique du CN aux côtés de Juan Manuel Molina (secrétaire), Domingo Torres, Evangelista Campos, Ángel Marin, Bernardo Merino et Miguel Chueca.

Délégué au premier congrès tenu à Paris en mai 1945, il y fut nommé au Comité National à la section coordination (action clandestine) aux côtés de Germinal Esgleas (secrétaire), Juan Puig Elias (secrétaire d'organisation), Miguel Chueca (secrétaire de la section politique et trésorier) et Federica Montseny (secrétaire de propagande). Il participa dans ces années à tous les congrès et assemblées plénières ainsi qu'à de très nombreux meetings dans de nombreuses villes de France.

En 1947 il démissionnait du CN et s'installait à Bordeaux où il allait travailler comme maçon et occasionnellement comme docker. Tout en continuant à militer dans le mouvement espagnol, il s'intégrait au mouvement libertaire français, participait à la fondation de la CNT-AIT française et militait au groupe Sébastien Faure animé par les frères Lapeyre. Par la suite il occupa différente charge au sein de la Fédération anarchiste française et ce jusqu'à sa mort.

passé national. Les camps français sombreraient vite dans l'oubli, tellement leur existence dérange encore la représentation chimérique que beaucoup de Français se font de leur histoire récente. En ces jours de commémoration, il n'est pas inutile de rappeler que l'internement de masse n'a pas été le fait de la seule Allemagne nazie mais qu'il a été pratiqué par les gouvernements de la IIIème République finissante et par Vichy.

C'est à la fin du mois de janvier 1939 que nos compagnons espagnols vont découvrir l'exquise hospitalité de la République du gouvernement Daladier (Parti Radical [aujourd'hui alliés de LREM ...]). Ce sont eux qui vont inaugurer les camps d'internement où rien n'est prévu pour l'accueil de dizaines de milliers de réfugiés (plus de 500 000 espagnols franchissent la frontière), si ce n'est l'essentiel bien sûr : des barbelés et des gendarmes. Argelès restera l'exemple le plus terrible de ces camps. 100 000 réfugiés y sont entassés sur la plage, dans le dénuement le plus total, sans aucun abri, sans nourriture, sans eau, sans soins pour les blessés. La mortalité y est très élevée les premiers jours et plus de 15 000 personnes mourront avant le début de l'été.

Un an et demi avant la débâcle et l'arrivée au pouvoir du Maréchal Pétain, c'est bien le gouvernement républicain du radical Daladier qui inaugure une politique d'internement massif d'indésirables, pour l'heure, les réfugiés espagnols. Sans état d'âme particulier, les forces de répression - gendarmes, tirailleurs, policiers - vont s'employer à mener à bien leur tâche de garde-chiourme. La xénophobie ambiante des années 30 et la propagande insidieuse de l'extrême-droite gangrène déjà une bonne partie de la population. Ni l'internement des réfugiés, ni les conditions désastreuses de détention qui leur sont réservées ne déclenchent de très grands mouvements de protestation (même s'il y a bien heureusement des actions de solidarité). Dans cette IIIème République finissante, tarabudée par la peur de la Révolution et la crainte de la guerre, les grands idéaux républicains sont déjà largement entamés. Déjà les convois d'hommes et de femmes mal nourris et mal vêtus, militairement escortés, entrent dans la banalité ; déjà les vaincus n'appartiennent plus à l'humanité.

Après la déclaration de guerre, en septembre 1939, la pénurie de main d'œuvre se fait sentir du fait de la mobilisation ; en dehors de toute considération humanitaire, ce sont bien les nécessités de l'économie et les besoins du patronat qui amèneront la République à utiliser le réservoir de main-d'œuvre que constituent les travailleurs espagnols : à partir de janvier 1940, les camps se vident petit à petit. Seuls les camps répressifs, comme celui du Vernet, au régime particulièrement dur sont maintenus (c'est là qu'a été internée la XXVIème

division -la colonne Durruti-, les derniers à avoir franchi la frontière après avoir protégé jusqu'au bout la longue cohorte des réfugiés).

Mais, pour autant, ce n'est pas la liberté que retrouvent les réfugiés libérés. Affectés aux "Compagnies de travailleurs étrangers", ils sont soumis à un contrôle militaro-policiier strict et voués au travail forcé, hébergés souvent en casernement après la journée de travail.

Quand survient la défaite des armées françaises, en juin 1940, la République livre à l'État Français qui lui succède un réseau de camps d'internement (notamment dans le Sud-Ouest), un contingent de travailleurs militairement encadrés et clairement désignés comme politiquement suspects (où l'occupant viendra bientôt puiser), une gendarmerie et une police qui s'y entendent à organiser les camps. Le gouvernement de Vichy saura faire fructifier avec talent cet héritage pénitentiaire et répressif républicain. Aux Espagnols encore détenus, aux réfugiés allemands et autrichiens persécutés chez eux en raison de leurs activités politiques ou de leur soi-disant appartenance raciale que la République a arrêtés comme ressortissants d'une nation ennemie- Vichy va ajouter des milliers de Juifs qui constitueront dès lors la majorité de la population des camps. Dès 1942, avant même l'invasion de la "Zone libre", les camps français vont envoyer vers Drancy (ultime étape avant les camps nazis) des milliers d'internés. Après novembre 1942, et l'invasion de la "Zone sud", le rythme des déportations s'accélère : la solution finale se met en place. L'exclusion, l'humiliation, l'enfermement ne suffisent plus. Il va s'agir d'éliminer des millions d'individus à travers toute l'Europe. L'administration française, sa police et sa gendarmerie, apporteront leur quote-part à cet effroyable massacre.

La résistance s'organisera peu à peu, et les anarchosyndicalistes espagnols, premiers usagers des camps d'internement, seront parmi les premiers à créer des maquis, en particulier dans le Sud-Ouest, et à reprendre la lutte armée contre le fascisme.

A la Libération, les responsables de la collaboration, les pourvoyeurs des camps de la mort n'auront, à quelques notables exceptions près, que peu d'ennuis véritables. Les camps français recevront la visite rapide du menu fretin de la "Révolution Nationale", les hauts fonctionnaires -pourtant très compromis avec les nazis- se verront même promus à des échelons supérieurs. Ainsi, à Bordeaux, l'ami personnel du commandant LUTER, chef de l'*Abwehr* (services de renseignements de l'Etat-major allemand), Maurice SABATIER, préfet régional, directement responsable de l'arrestation et de la déportation de 1 700 juifs et de 2 000 résistants -français et étrangers- est promu à l'état-major du

Lors de l'offensive allemande du printemps 1944 contre les Glières, il parvint à se cacher au sommet d'un arbre puis de nuit à franchir les lignes allemandes.

Dès la Libération il fut l'un des responsables de la CNT à Annecy et en 1951 était le secrétaire à la coordination du Comité régional Rhône-Alpes, ce qui lui valut d'être arrêté lors de l'affaire du fourgon postal de Lyon. Il fut à de nombreuses reprises délégué aux plenums et congrès de la CNT-AIT en exil, notamment au congrès de réunification en 1961 à Limoges.



*Maquisard espagnols du Plateau des Glière,
dans la neige*

Paulino MALSAND BLANCO

Sallent, 28 mars 1911 – Paris, 19 décembre 1980

Fils d'un émigré français travaillant dans les mines de potasse de Sallent et d'une ouvrière espagnole, Paulino Malsand Blanco avait été très tôt orphelin de père et mère avec ses trois petites sœurs. Il commença à travailler dans une usine de textile de Manresa, puis comme maçon, et adhéra au mouvement libertaire où au début des années 1930 il allait devenir un militant très actif de la CNT et de la FAI du Haut Llobregat.

Arrêté avec une centaine d'autres compagnons lors du mouvement insurrectionnel de janvier 1932, où avait été proclamé le communisme libertaire à Sallent et à Figols, il fut emprisonné 8 mois à la Modelo de Barcelone. En 1934 il fut l'un des fondateurs avec l'un de ses frères de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires (FIJL) de Manresa dont, en 1935, il sera membre du Comité comarcal. En 1934, il était président du syndicat CNT des mineurs et, après une dure grève, fut licencié avec 400 autres ouvriers et fut une nouvelle fois emprisonné en octobre à Manresa. A cette époque, où la CNT était divisée entre Trentistes et partisans de la FAI, il fut l'un de ceux qui œuvrèrent à la réunification.

En février 1936 il réintégra, avec des centaines d'autres, son travail à la mine après avoir fait partie de la commission qui avait négocié cette réintégration.

participait avec Vera et son adjoint Manuel Martinez El Chacho à toutes les missions de ravitaillement, de vols de bicyclettes, de sabotages et de liaisons.

Averti qu'il allait être arrêté par les allemands, il gagnait le maquis de la Combe d'Ire, commandé par Antonio Jurado, et y retrouvait des compagnons dont Francisco Ortiz, Braulio Ramos, Jaime Barba et José Clausell Catterre. Après un stage en décembre 1943 à l'Ecole des cadres du maquis à Manigod, il montait en janvier 1944 au plateau des Glières où, à 1800 mètres d'altitude s'étaient regroupés sous le commandement de Tom Morel de l'Armée secrète (AS) des groupes des FTP, des unités de l'AS et une soixantaine d'espagnols qui, en février allaient constituer la section Ebro.

Dès le 5 février 1944 une vaste offensive contre le maquis était déclenchée par les troupes allemandes appuyées par des miliciens et des GMR. Après une résistance acharnée, la mort au combat de 112 français et 7 espagnols, les survivants commençaient à partir du 26 mars à évacuer le Plateau et à traverser les lignes allemandes. Dans des conditions très difficiles, 293 français et 51 espagnols parvinrent à s'échapper. Manuel Joya, dans un groupe dont faisaient également partie Ortiz, Clausell, Perea, Barba, et Ramos fut au nombre de ces survivants. Il regagna ensuite le maquis et participa à la Libération d'Annecy puis à la prise de Saint-Jean-de-Maurienne.

Manuel Joya Martinez qui avait la carte n°99 de « Premier Résistant » en Haute-Savoie et avait été décoré en mars 1951 de la Croix de guerre avec étoile de bronze, continua par la suite de militer à Marseille dans le mouvement libertaire espagnol en exil.

Francisco ORTIZ PEREZ

Alora (Malaga), 27 novembre 1911 – Annecy, 25 février 1981

Après avoir participé à la guerre et la révolution en Espagne, Francisco Ortiz Perez était passé en France lors de la *Retirada*. Interné dans divers camps il fut ensuite envoyé dans une compagnie de travailleurs étrangers pour des travaux sur la ligne Maginot. Il parvint alors à éviter d'être capturé lors de l'offensive allemande du printemps 1940. Il gagna ultérieurement la Haute Savoie et sous le nom de *Lieutenant Michel* il s'intégra en juin 1943 à la Résistance et s'occupa de regrouper les travailleurs espagnols menacés par le STO et de les organiser en unités combattantes. Il prit alors part à diverses embuscades et sabotages dans les zones de Thorens, Thones et Sarraval. Le 2 février 1944, avec 80 de ses camarades espagnols, il avait alors rejoint le maquis du plateau des Glières où fut constituée la section *Ebro* dont il fut nommé adjoint du capitaine Antonio.

général Pierre KOENING, commandant en chef des Forces françaises qui occupent l'Allemagne à partir de 1945. Son secrétaire général, un certain Maurice PAPON est promu préfet des Landes. Jean CHAPELLE, le chef de cabinet de SABATIER devient sous-préfet à Dax. Il finira sa carrière en 1977 comme conseiller à la DST, le contre-espionnage français. Henri CADO, directeur national de la police de Vichy, adjoint de René BOUSQUET, rejoindra l'équipe dirigeante du patronat français. BOUSQUET lui-même, ministre de l'intérieur -d'avril 1942 à décembre 1943- coulera des jours heureux jusqu'à son assassinat en 1993. Tour à tour administrateur de La Dépêche du Midi, banquier et homme d'affaires, c'était un ami de François MITTERRAND.

Ce sont en tout plus de 300 hauts fonctionnaires qui se verront maintenus à leur poste ou promus et 51 ministres vichyssois (de 1940 à 1944) qui se verront amnistiés. C'est une tradition bien établie dans l'histoire -entre politiciens, on s'amnistie beaucoup- parce que la survie de cette engeance en dépend, parce que la défense des intérêts vitaux de l'État et de la classe possédante priment sur les "erreurs de parcours", parce que le maintien de "l'ordre social" exige des compétences solides et un savoir-faire qui ne s'improvise pas, parce que l'État sait toujours récompenser ses amis à leur juste valeur. Parce que les États perdent parfois leurs armées ; jamais leur police ni leur prisons.

Garga

Bibliographie :

Les camps du Sud-Ouest de la France, ouvrage collectif, éditions Privat ; *Les libertaires espagnols dans la tourmente*, brochure du CIRA de Marseille ; *les camps du mépris* éditions du trabucaire ; *Cette lettre oubliée. Récits d'un exil*, Gisèle Matamala Verschelde, Editions les Passés Simples (Toulouse)



CAMPS D'ARGELES-SUR-MER

Dans un vent incessant qui me harcèle,
un vent de tragédie
qui fouette mon visage,
qui soulève le sable avec ses détritux,
encrasse mes cheveux
me pousse avec violence,
me fait marcher...marcher, sans but ;
m'exaspère et m'aveugle.

De tous côtés, cernés de barbelés,
les spahis nous assiègent...
Leurs montures fougueuses
ils poussent sans arrêt...
Ils se lancent...se lancent sur nous....
Il semble qu'ils voudraient
nous faire disparaître
de la sphère terrestre.
Nous le savons que faire...où aller...
Le cimenterre fend l'air,
tombe, vertical,...
On dirait un serpent.
Nous courons par instinct,
les têtes se tournent ;
vers la droite les unes,
les autres vers la gauche.

Le visage décharné,
et l'âme en peine,
nous errons tels des spectres sur la plage,
en quête d'un brin d'herbe,
d'un chiffon, que quelqu'un a
laissé,
d'une brindille sèche...

Luis BAZAL. Vaso de lágrimas
Maître d'école, poète, anarchiste



du Cantal *Exilio* (Mauriac, 19 juillet 1944 à novembre 1947) ; ce journal, dont les huit premiers numéros furent clandestins était dirigé par Manuel Rico et Manuel Morey Blanch, était le premier titre édité en France par le MLE en exil.

En mai 1945 il participait au premier congrès tenu à Paris par la CNT en exil et y dénonçait « l'inefficacité du Conseil général du MLE ». Lors de la scission du Mouvement libertaire espagnol, il a sans doute été membre de la tendance dite collaborationniste. A la fin des années 1950 il émigrait au Venezuela où dans les années 1970 il faisait partie de la tendance appuyant le journal *Frente Libertario* (Paris). José Germán Gonzalez est décédé au Venezuela le 7 janvier 1992.

Antonio SANZ, l'instructeur du Vercors

C'est le 1er août 1939 qu'Antonio Sanz était passé en France où il avait été hospitalisé à Tarbes. Il avait travaillé ensuite chez un fermier jusqu'en août 1940 où le gouvernement de Vichy le transférait au camp de la mine d'Arrens. En novembre 1940 il était intégré au 353^e Groupe de Travailleurs Etrangers (GTE), puis envoyé dans la Drôme au 365^e GTE. Le 4 février 1943 il était réquisitionné au titre du STO pour aller travailler en Allemagne. Il s'enfuyait alors et rejoignait le maquis du Vercors où il était chargé d'enseigner le maniement d'armes aux maquisards. Il aurait été blessé lors de l'assaut du Vercors par les troupes nazies.

Manuel JOYA MARTINEZ

Alcolea (Almeria), 16 février 1914 -

Manuel Joya Martinez était passé en France lors de la *Retirada* de février 1939. Interné au camp de Saint-Cyprien, il fut ensuite enrôlé en juin dans la 82^e Compagnie de travailleurs étrangers à Celliers en Savoie, puis au printemps 1940 dans le Lot-et-Garonne. À l'arrivée des allemands, il tentait avec quelques camarades de s'embarquer pour l'Angleterre mais était arrêté à Mont-de-Marsan et renvoyé en Haute-Savoie dans la Compagnie, devenue 515^{ème} (puis 517^{ème}) Groupe de travailleurs étrangers, pour y participer à la construction d'une route près de la frontière suisse.

En mars 1943 il effectuait sa première mission de Résistance en conduisant jusqu'à la frontière suisse un groupe de réfugiés autrichiens qui étaient cachés dans les couvents de la région. Il entra alors en contact avec Miguel Vera Navas et intégrait les premiers noyaux du maquis dont le responsable était Avelino. Il

Le 26 avril 1945 il quittait le chantier du barrage et demandait le statut de réfugié politique auprès de la préfecture du Cantal. De cette date à octobre 1954 il allait travailler dans le Var à la destruction des bunkers allemands et à la réparation des ponts, routes et voies ferrées dans les Alpes.

Après la scission survenue à l'automne 1945 dans la CNT en exil, il fut membre de la CNT dite « collaborationniste » favorable à la participation au gouvernement républicain en exil. A partir d'octobre 1954, il travailla comme mineur de fond dans les mines de cuivre, de plomb et d'argent du massif des Maures jusqu'à sa retraite en 1973.

Fin 1986, pour son action dans la Résistance, José Santiago reçut la médaille et le diplôme de la Reconnaissance attribuée par l'Association des réfractaires et maquisards de France.

José Santiago Pavon, qui était resté fidèle à ses idéaux libertaires, est décédé au Luc de Provence (Var) le 9 avril 1989 des suites de silicose.

José GERMAN GONZALEZ

Amposta (Tarragone), ? – Venezuela, 1992

José Germán Gonzalez, comme ses deux frères Adolfo et Armando, militait dans les années 1930 à la CNT de la *comarcal* d'Amposta (Tarragone). Pendant la guerre il a combattu dans la Colonne Durruti.

Exilé lors de la *Retirada*, il avait été interné au camp de Saint Cyprien avant d'être envoyé travailler à Aynes dans la Cantal. José Germán Gonzalez allait très vite se préoccuper de la reconstruction de la CNT en exil. Dès 1941 il était l'auteur des premières circulaires émises par la commission de réorganisation établie au Barrage de l'Aigle et dont étaient également membres José Berruezo Silvente et José Asens. Lors du premier plenum clandestin tenu à Mauriac le 6 juin 1943 il était nommé membre du Comité de relations où il était plus particulièrement chargé des contacts avec la résistance française. Nommé secrétaire du Comité régional en septembre au barrage de l'Aigle, il assistait comme délégué du Cantal au plenum tenu à Marseille en décembre 43. En mars 1944 il participait avec Juan Manuel Molina et Bernardo Merino à une importante réunion à Roanne avec les responsables de la Résistance. Secrétaire du Comité régional n°3, il participait en 1944 au plenum de Muret puis, après avoir été intégré au Bataillon Didier avec 74 autres compagnons (voir Juan Montoliu del Campo), aux combats pour la libération pour lesquels il sera décoré et nommé au grade de capitaine. Il collaborait au journal publié par la régionale

A PROPOS DES MAQUIS ANARCHISTES EN ARIEGE

Contre une tentative de révision de l'histoire de la Résistance en Ariège

Texte publié initialement à l'été 2007 sur <http://cnt-ait.info>

A Monsieur le Rédacteur en Chef, *La Dépêche du Midi*, FOIX - 09

Pour information, veuillez trouver ci-dessus un droit de réponse adressé à la *Dépêche du Midi* suite à un article pour le moins incroyable expliquant, à l'occasion de l'anniversaire de la libération de Foix, que les maquisards anar étaient ... des communistes qui se faisaient passer pour des anars !

La mode est décidément à la révision de l'histoire de la Résistance en ce moment :

Suite à la lecture de votre édition du 19 août 2007, nos deux organisations (voir signatures en bas de page) sont au regret de constater que les propos tenus par M. DELPLA dans l'article concernant la Libération de la ville de Foix, le 19 août 1944, semblent plus orientés par les sympathies politiques de l'auteur que par une documentation historique un tant soit peu sérieuse. Nous vous demandons donc de publier notre réponse que vous voudrez bien trouver ci-dessous :

Dans un article concernant la Libération de Foix, sous la signature d'un Monsieur Delpla, *La Dépêche* (19 août 2007) a publié un article dans lequel ce Monsieur tente rien de moins qu'une indécente et grossière récupération politicienne : une opération qui consiste à déguiser les combattants anarchistes (les plus nombreux dans les maquis espagnols d'Ariège) en communistes. Rappelons tout d'abord que, si les maquis espagnols étaient en effet les mieux organisés du département, il ne faut pas pour autant oublier que les rangs de la résistance espagnole étaient composés d'individus venus de toutes les organisations issues de l'exil anti-franquiste (républicains, communistes, socialistes et anarchistes), un exil dans lequel les communistes étaient très minoritaires.

C'est dans ce contexte qu'il faut lire les allégations de Monsieur Delpla : « Le Capitaine Abel Rous alias « Richard », nommé par Toulouse chef départemental du Service d'Atterrissage et Parachutage (SAP), a pour mission

de créer des terrains de parachutages bien protégés par des maquis solides et stables. Il constate que les seuls maquis solides et opérationnels capables de recevoir des parachutages et de garder des armes, sont ceux des Guérilleros espagnols. Toutefois, ces combattants étant communistes, les services de parachutages d'Alger n'enverront pas d'armes aux communistes. « Richard » qui a reçu la mission de préparer la libération de l'Ariège doit obtenir des armes pour chasser l'armée allemande. Il décide de truquer la réalité et fait enregistrer les guérilleros comme maquis libertaires de la « FAI » Fédération Anarchiste Ibérique ... ».

Pour avancer sa théorie abracadabrantesque, Monsieur Delpla est obligé de supposer une fiction (le refus "par Alger" de parachuter des armes aux communistes) bien éloignée de la vérité historique : d'une part à "Alger" le pouvoir était truffé de communistes, d'autre part et surtout ce n'est pas "Alger" qui décidait des parachutages mais l'État-major Allié. Une preuve, entre mille autres, la déclaration d'Astier de la Vigerie, le 08 janvier 1944 à la tribune de l'Assemblée d'Alger "L'armement des maquis dépend uniquement des Alliés". On ne saurait être plus clair.

Mais entrons dans le vif du sujet : la libération de Foix est survenue le 19 août 1944. Or, en 1944, on n'était pas, loin s'en faut, dans la guerre froide que présuppose la théorie de Monsieur Delpla ! Bien au contraire : à partir de 1941 et jusqu'en 1945, en application de la loi US dite de prêt-bail, les USA ont livré directement aux communistes - en l'occurrence à l'URSS stalinienne - des quantités industrielles d'armes : 15 000 avions de guerre, 10 000 chars d'assaut, 400 000 véhicules, 8 000 pièces d'artillerie, 1 300 000 mitrailleuses. A cette aide militaire considérable s'ajoutent, dès 1943, les effets politiques de l'alliance entre Churchill, Roosevelt et Staline (Conférence de Téhéran). A partir de 1943, les partis communistes européens, qui sont inféodés à Staline et à son système totalitaire, comme l'étaient le Parti Communiste Espagnol et le Parti Communiste Français, sont devenus des alliés potentiels des forces angloaméricaines. Il est donc parfaitement grotesque de laisser croire qu'un communiste aurait eu le moindre intérêt à se travestir en anarchiste pour bénéficier de la sympathie de l'Etat-major allié.

D'autant que, poids lourds parmi ces alliés, le gouvernement des USA a toujours poursuivi les anarchistes d'une haine mortelle. Faut-il rappeler que, uniquement à cause de leurs idéaux anarchistes Sacco et Vanzetti ont été exécutés sur la chaise électrique en 1927 ? Faut-il rappeler que quelques années avant les martyrs de Chicago, militants anarchistes eux aussi, ont été pendus dans l'injustice la plus totale ? (ce qui est l'origine du 1er Mai que nous

José SANTIAGO PAVON, dit « Antonio ORDOÑEZ MUÑEZ »

Posadas (Cordoba), 18 janvier 1913 – Luc de Provence (Var), 9 avril 1989

Gardien de troupeau en Andalousie, José Santiago Pavon avait fait en 1934 son service militaire au 15ème régiment d'infanterie. L'année suivante il adhère à la CNT.

Lors du coup d'état franquiste de juillet 1936 il s'était enrôlé comme milicien dans une colonne anarchiste. Puis il avait combattu dans l'armée républicaine sur le front nord et notamment en 1937 à la bataille de Bilbao. Après la chute de la ville aux mains des franquistes en juin 1937, il était parvenu à regagner Barcelone et avait continué de participer à la défense de la Catalogne.



José Santiago Pavon (maquis du barrage de l'Aigle)

Passé en France le 10 février 1939 lors de la *Retirada*, il fut interné au camp d'Argelès de 1939 au 30 juin 1942. Enrôlé à cette date dans un Groupe de travailleurs étrangers (GTE), il fut affecté aux travaux du Barrage de l'Aigle (Cantal) au sein de l'entreprise de bâtiment Ballot. C'est

sur ce site qu'allait se reconstituer clandestinement la CNT et s'organiser une compagnie espagnole de maquisards. En juin 1944, sous le nom de Antonio Ordoñez Muñoz José Santiago s'intégra à cette compagnie espagnole intégrée au Bataillon FFI du commandant Didier, l'ingénieur André Decelle et commandée par le compagnon José Germán Gonzalez. Dès le début des combats pour la Libération, avec les autres compagnons, il avait quitté le site du barrage pour rejoindre à pieds le col de Neronne, puis le groupe du Pic Violent commandé notamment par le compagnon Juan Montoliu. Chargé du fusil mitrailleur du groupe 35 (ou 36), il participa aux combats pour la Libération du Cantal et d'une partie de l'Auvergne - notamment aux accrochages près du tunnel du Lioran, des colonnes allemandes venant d'Aurillac et se dirigeant vers Clermont Ferrand - jusqu'à la fin septembre 1944 où il avait regagné le barrage pour en terminer la construction.

En décembre 1945 il était délégué de Cugnaux (27 adhérents) au plenum régional du sud-ouest à Toulouse où il aurait défendu l'autonomie de la CNT-AIT d'Espagne. Après la scission survenue dans la CNT en exil, il s'était aligné sur la position de la tendance collaborationniste, avait été membre du sous-Comité national de l'exil et collaborait à son organe *España Libre* (Toulouse). Jusqu'à son dernier souffle il contribua à l'organisation anarchosyndicaliste, collaborant à de nombreux titres de la presse libertaire dont *Asturias*, *Aurora Libre*, *El Diluvio* (1930-31), *Solidaridad Obrera*, *España Libre*, *Despertar*, *Le Combat Syndicaliste*, *Espoir*.

Oeuvres: Contribución a la historia de la CNT en exilio (México, 1967). – Por el sendero de mis recuerdos (Santa Coloma, 1987).

MOREY BLANCH, Manuel "Manolo"

Catalogne, ? – Bort les Orgues, Amélie-les-Bains, 1957

Pendant la période de terrorisme policier et patronal couvert par le Général Martinez Anido (1919-1923), Manuel Morey Blanch avait été grièvement blessé lors d'un attentat tendu près de Reus par les pistoleros du syndicat libre contre lui et Garcia Oliver. Il fut ensuite le directeur de l'école rationaliste de la Barceloneta. Pendant la guerre civile il fut le secrétaire de la Fédération régionale des écoles rationalistes de Catalogne.

Exilé en France lors de la *Retirada*, et après avoir séjourné en camps, il fut envoyé travailler sur le site du barrage de l'Aigle (Cantal). Il y fit partie avec entre autres J. Berruezo du noyau ayant reconstitué la CNT-AIT. En 1943 après le plenum de Mauriac, il fut élu le secrétaire du groupe (fédération locale) CNT du Barrage. En 1944, il fut nommé secrétaire de presse et propagande du Comité régional n°3 et fut chargé de l'administration du journal *Exilio* (19 juillet 1944 – novembre 1947), le premier journal publié par l'exil et dont les huit premiers numéros furent clandestins. Il appartient ensuite à la Fédération Locale de la CNT-AIT espagnole en exil de Bort-les-Orgues (Corrèze) de la tendance pro gouvernement en exil, dite « collaborationniste ».

Manuel Morey Blanch est décédé en 1957 à Amélie-les-Bains (Pyrénées Orientales) où il s'était rendu avec sa compagne Carmen pour se reposer.

célébrons chaque année ...) A qui fera-t-on croire que le gouvernement US était prêt à armer ceux qu'il électrocutait et pendait plutôt que ses propres alliés ?

Passons maintenant à l'autre présumé de Monsieur Delpla et à cet "Alger" qui, d'après lui, discriminait tellement les communistes qu'il les obligeait à se faire passer pour des anarchistes. Monsieur Delpla semble ignorer qu'à Alger, siège provisoire de la France libre, depuis avril 1944, il y avait des représentants officiels du Parti Communistes au sommet des plus hautes instances ! Que ce soit au sein du Gouvernement Provisoire de la République Française, du Conseil National de la Résistance, de l'Assemblée Provisoire, les communistes y étaient, et en nombre ! Où est donc la discrimination ? Par quelle étrange aberration les communistes de France métropolitaine n'auraient reçu aucun appui du gouvernement d'Alger où ils siégeaient ; alors que la FAI, qui, elle, n'y avait aucune représentation, aucun appui, mais qui y comptait de nombreux ennemis (à commencer par les staliniens), en aurait reçu ?

Pendant des décades les épigones communistes se sont ingéniés à passer sous silence le pacte Hitler-Staline (et son application par tous les Partis Communistes européens). Voici qu'une fois de plus, ils tentent de récupérer toute la Résistance, en particulier la Résistance anarchiste. Comme nous l'avons démontré ci-dessus, en 1944, les communistes espagnols de Foix bénéficiaient d'un soutien des Alliés et d'Alger à tous les niveaux. Ils n'avaient nul besoin de se faire passer pour des anarchistes. A l'inverse, dès avant cette époque, en application des consignes de Staline, les communistes ont eu pour politique de liquider physiquement ceux qui ont été leurs opposants, tels que les anarchistes.

Si Monsieur Delpla veut à toutes forces repeindre en rouge les maquis anarchistes, il y a une raison : c'est, qu'effectivement les anarchistes dans les maquis d'Ariège étaient très nombreux, très actifs et bien organisés. Même si cela fait mal à certains, telle est la vérité historique. A ceux qui ne peuvent la digérer, à ceux qui ne peuvent rendre hommage aux anarchistes tombés sous les balles nazies pour la Libération de Foix et de l'Ariège, demandons au moins d'avoir la décence de ne pas salir leur mémoire en les affublant, 60 ans après leur action, d'une étiquette qu'ils ont toujours rejetée.

Dernier point, qui démontre la méconnaissance, par certains, du sujet : la majorité des maquisards n'était pas "de la FAI" (qui a toujours été une organisation numériquement légère) mais de la CNT, qui, en tant qu'organisation anarchosyndicaliste, était et est toujours l'expression de l'anarchisme militant.

Syndicat inter-professionnel des travailleurs(es) avec ou sans emploi de l'Ariège (CNT 09), Syndicat Intercorporatif de Toulouse (CNT-AIT).

LES ANARCHISTES ESPAGNOLS DANS LA RESISTANCE AU NAZISME

« Ce n'est pas la patrie française qui est en danger, ni la liberté de la France qui est en jeu, c'est la Liberté, la culture et la paix mondiale »

Francisco Ponzán Vidal, dit « François Vidal », militant de la CNT-AIT espagnole, exécuté à Toulouse par les nazis le 17 août 1944, veille de la Libération de la ville

D'après un texte paru dans L'Affranchi (Suisse) n°14, Printemps été 1997

Les espagnols sont plus de 500'000 à fuir Franco entre le mois d'août 1938 et le 12 février 1939. Parmi eux, beaucoup de miliciens aguerris aux armes et à la guerre, la tête pleine de compagnons tombés au front, d'amies violées, de parents massacrés ; des combattants défaits qui ne survivent que par leur haine du fascisme, sous la neige, dans des prés entourés de barbelés où sévit la dysenterie et la famine, appelés déjà « camps de concentrations », symbolisant à eux seuls l'hospitalité française fidèle à l'attitude criminelle des démocraties occidentales vis-à-vis du peuple espagnol durant la guerre civile. Ces militants ont eu du poids dans la résistance, un poids que l'on cache souvent. Pourtant la célèbre 2ème Division Blindée (DB) du Général Leclerc est composée d'espagnols à plus de 60% ; dans tous les maquis, ils sont des premiers résistants.

Parmi eux, les anarcho-syndicalistes - courant majoritaire durant la Révolution espagnole de 1936-1939 - sont encore présents dans la lutte en France. Il n'est pas simple de suivre leur trajectoire. La victoire de Franco, c'est d'abord leur défaite militaire et politique. Durant toute la résistance (et même après) l'empreinte de cette défaite influe sur les décisions prises et celles qui ne le sont pas... Ce courant est aussi celui qui a le plus souffert et qui souffre encore, car il est isolé. Dans les camps, les militants du Parti Communiste Espagnol (PCE) noyautent les instances avec l'aide du Parti Communiste Français et discriminent les anarchistes.

Par ailleurs, le gouvernement français les hait plus que tout (cf. le rapport de police de 1942 publié ci-après ...) et certains de leurs représentants les plus illustres, comme Juan Peiró, sont livrés à Franco par Daladier et fusillés. Le courant anarcho-syndicaliste doit se réorganiser, il a du mal ; il doit faire face à une situation nouvelle... Comme toujours, dans les organisations libertaires, le vide organique est remplacé par la spontanéité des militants qui finissent par réorganiser le mouvement. Cela pose aussi des problèmes à qui veut en faire une

José BERRUEZO SILVENTE « CLARIN »

Mazarron (Murcie), 13 juin 1895 – Aix en Provence, 7 août 1990

Dès l'âge de 14 ans, José Berruezo Silvente, disciple des instituteurs rationalistes Julian Raja Vivancos et Juan Martinez Izquierdo du Centre ouvrier de Mazarron, distribuait des manifestes parmi les ouvriers mineurs de la région. En 1912 il participait à la création du Centre d'études sociales et deux ans plus tard, était emprisonné à Totana pour avoir peint des slogans anarchistes. Au retour de son service militaire à Melilla, il émigrait en 1919 à Barcelone, puis à Marseille. Revenu en Espagne en 1920 il s'établissait alors à Santa Coloma de Gramanet où il allait participer à la fondation de l'Ateneo et être secrétaire de la CNT (1922) tout en participant à de nombreuses réunions et plenums. Pendant la dictature de Primo de Rivera et après avoir été licencié de son travail, il était le secrétaire de l'Ateneo (1924) et responsable du *Comité pro-presos* (pour l'amnistie des prisonniers). Avec la proclamation de la République il participait en octobre 1931 à la création de la Maison du Peuple où il était responsable avec Gregorio Jover de l'école rationaliste. Lors du 2è congrès de la CNT-AIT à Badalone, il était le délégué de Santa Coloma. Entre 1932 et 1935 il a été licencié et a été instituteur à plusieurs reprises à l'Ateneo de San Adrian. De 1934 à 1936, sous le pseudonyme de Clarin il était le correspondant de *Solidaridad Obrera* à Santa Coloma.

Pendant la guerre civile José Berruezo Silvente a été responsable de la santé au Comité révolutionnaire de Santa Coloma, conseiller de la Santé à la mairie (d'octobre 1936 à la fin de la guerre) et même maire de Santa Coloma (mai 1937, 1938-1939). Il a été délégué au plenum économique de Valence.

Exilé en France en janvier 1939, il était interné au camp de Bram jusqu'au 8 décembre 1939 où il était envoyé travailler dans le Cantal où il arrivait en gare de Mauriac dans la nuit du 9 avec deux autres compagnons, José Marques Caballero et Sebastian Gomez Silvente. Affecté sur le chantier du barrage de l'Aigle il allait jouer un rôle primordial dans la reconstruction de la CNT-AIT. En juin 1943 il était nommé secrétaire de la Commission de relations du MLE en exil lors du plenum clandestin tenu à Mauriac. En décembre 1943 il représentait la zone occupée au plenum de Montpellier où il était nommé secrétaire du sub-comité national de la CNT en exil. Il participait également en 1944 au plenum de Muret et partisan de la participation de la CNT-AIT à la résistance contre l'occupant, favorisait l'émergence d'un maquis exclusivement cénétiste au barrage de l'Aigle, la compagnie espagnole du Bataillon Didier (FFI).

travaillaient près de 600 espagnols que, pendant la guerre, allait se réorganiser clandestinement le mouvement libertaire espagnol et qu'allait être nommé le premier comité national. Après l'occupation de la zone libre en 1942, et en liaison avec la résistance française, Juan Montoliu allait être l'organisateur du maquis CNT du Pic Violent qui comprenait quatre groupes d'une quinzaine d'hommes chacun.

Ce maquis, qui appartenait à la 13^e région militaire des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) effectua de nombreuses actions de sabotage et aux accrochages aux abords du tunnel du Lioran des colonnes allemandes venant d'Aurillac et se dirigeant vers Clermont Ferrand. Nommé lieutenant FFI, Juan Montoliu, responsable d'une compagnie de 74 compagnons espagnols intégrés au Bataillon Didier, participa aux combats de la libération jusqu'au 31 octobre 1944, date à laquelle l'ensemble des maquisards FFI devaient s'intégrer à l'armée régulière.



Anarchosindicalistes originaire d'Aragon membre des FFI, venant de recevoir leurs uniformes à l'été 1944, suite à la « normalisation » de la Résistance par les Gaullistes.

Source : <http://periodicocenet.blogspot.com/2005/09/los-espaoles-que-vencieron-hitler.html>, site de la CNT Espagnole en exil

Juan Montoliu partit alors à Rouen où il travailla comme maçon et participa à la réorganisation de la Fédération locale de la CNT en exil. Après un accident du travail, il prit une retraite anticipée et s'installa en région parisienne puis à Perpignan à partir de 1972. Il continua d'être actif dans les organisations anarchistes espagnoles (Fédération Anarchiste Ibérique-FAI, Solidarité Internationale Antifasciste-SIA, CNT AIT en exil, administrateur du Combat Syndicaliste de la CNT-AIT française, ...) Assez corpulent, prompt à s'emporter – il était célèbre pour ses coups de gueule -, il était d'une rectitude militante, d'une générosité et d'une solidarité sans faille qui lui avaient gagné l'estime de nombreux jeunes militants français de l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste (ORA) qui partageaient les mêmes locaux que les organisations espagnoles à Paris.

rétrospective : la complexité due à la multitude des expériences parfois contradictoires. Deux périodes distinctes apparaissent : la période de réorganisation où il faut faire la distinction entre le mouvement qui s'organise et l'action concrète des militants dans la lutte ; et la période des huit derniers mois avant la libération où se pose le problème d'adhérer ou non à la *Unión Nacional Española* (UNE), organisation tenue par les militants du Parti Communiste Espagnol (PCE) et du Parti Socialiste Unifié de Catalogne (PSUC) – le Parti Communiste Catalan - qui se veut hégémonique parmi les résistants espagnols.

Un mouvement qui s'organise tant bien que mal

Dès le 25 février 1939, le mouvement tente de se réorganiser. Le comité national de la CNT-AIT espagnole et les comités péninsulaires de la FAI et de la FIJL (1) s'unissent dans une seule et même organisation : le Mouvement libertaire en exil (MLE). Dans le Conseil général du MLE, figurent des noms déjà célèbres et qui ont de l'importance durant toute la période tels que : Germinal de Souza, Mariano Rodriguez Vasquez, Gresco Isgleas, Germinal Esgleas (compagnon de Federica Montseny), Pedro Herrera, Juan Gallego Crespo et Juan Manuel Molina (Juanel) qui est responsable des liaisons avec les camps de concentration. Par la suite et durant la guerre, le MLE s'organise, s'étend par le biais de plusieurs commissions en zone libre et en zone occupée qui représentent des groupes de militants affiliés dans des villes ou des lieux géographiques. Ainsi une des commissions les plus actives dans la reconstruction du mouvement libertaire est celle du Barrage de l'Aigle où, nous le verrons, le maquis est tenu par la CNT-AIT espagnole.

Il faut souligner que les mêmes militants sont partie prenante de la résistance et de la réorganisation du mouvement, ce qui est peu adéquat à l'action clandestine. Ainsi actions armées et structures organiques se chevauchent parfois, ce qui a des conséquences fâcheuses lors des arrestations. D'autant que le gouvernement de Vichy a fait de la neutralisation du MLE une priorité. Ainsi, dès fin 1941, la répression s'abat sur le MLE. C'est le premier mouvement de résistance espagnol qui subit un tel coup (les autres subissent le même sort par la suite). Les principaux responsables du MLE, c'est-à-dire les militants les plus aguerris qui ne sont pas encore emprisonnés ou morts, sont arrêtés. On reconnaît les noms de Germinal Esgleas (secrétaire du MLE), Federica Montseny, Germinal de Souza (secrétaire de la FAI), Francisco Isgleas Pierman, Valerien Mas Casas, Pedro Herra Camarero (membre du Comité péninsulaire de la FAI et délégué au Conseil général de SIA (2)) ainsi que des membres des « amis de Londres » (des anarchistes qui ont préféré agir directement avec les Anglais) tels que Manuel Gonzalez Marin « Marin Manuel », Eduardo Val Basco et

Francisco Ponzán Vidal (dont nous reparlerons). Les premiers sont déportés en Afrique, afin de prévenir les tentatives d'évasions et empêcher tout contact avec le MLE. Celui-ci met du temps à se réorganiser après un tel coup.

Ce n'est que le 6 Juin 1943 qu'a lieu un plénum (3) du MLE où, pour la première fois, on aborde le thème de l'action conjointe avec la résistance française. Mais ce plénum n'apporte pas de solution. Il faut faire ici une parenthèse pour expliquer les problèmes qui se posent alors dans l'organisation. Cela nous évitera de tomber dans quelques erreurs faites par bon nombre d'historiens même aussi honnête que Marie-Claude Rafaneau Boj. Le Mouvement Libertaire voit apparaître, dans ce plénum, deux tendances distinctes qui vont s'affronter durant une dizaine d'années allant jusqu'à la scission. Il s'agit d'une part, de la tendance « collaborationniste » ou « politique » et d'autre part, de la tendance « maximaliste » ou « apolitique » (c'est-à-dire anti-politique). Les premiers affirment que les conditions historiques de la guerre d'Espagne sont toujours d'actualité et que, par conséquent, la CNT doit collaborer au gouvernement républicain en exil, dans le cadre d'une stratégie frontiste de reprise de l'Espagne ; les seconds considèrent qu'il faut revenir aux positions rupturistes de la CNT-AIT et baser le renversement de Franco sur un combat insurrectionnel du peuple espagnol. Cette deuxième tendance souligne qu'il faut analyser les leçons de la défaite.

Ces deux tendances sont très marquées et le MLE se trouvera par la suite avec deux comités à sa tête : celui de Juanel (du nom d'un des leaders du courant collaborationniste) et celui de Bézier (composé par les « apolitiques »). L'erreur trop répandue est de calquer sur ces deux tendances, les positions pour ou contre l'action dans la résistance française. On croit souvent que les « collaborationnistes » appelaient à rentrer dans la résistance alors que les « apolitiques » refusaient de prendre part à une guerre bourgeoise entre des gens qui avaient laissé massacrer le peuple espagnol. Or la réalité est bien différente. Le sous-comité national (comité de la zone occupée) qui regroupe les deux tendances pour cette partie du territoire français se prononce contre l'entrée dans la résistance dans des proportions qui ne recoupent pas le poids respectif des deux tendances en présence. Il y aurait beaucoup de recherches à faire pour retracer une ligne exacte de ce qui s'est passé au sein du MLE vis-à-vis de la résistance, indépendamment des autres problèmes que se posait le mouvement. Par contre, au plénum de Marseille, en décembre 1943, le MLE conseille « à tous les militants de la CNT-AIT et du MLE de rejoindre la résistance française plutôt que de se laisser emmener en Allemagne » (4).

Le MLE venait d'entériner une situation de fait, puisque bon nombre de militants avaient déjà rejoint la résistance française. Mais nous le verrons tout à

le premier à entrer dans la résistance. mais là non plus je n'ai pas accepté...Dans les premiers mois de 1944, voyant que notre qualité de groupe de réserve ne changeait pas, plusieurs compagnons du groupe de Sereilhac, impatients d'entrer dans la lutte active, gagnèrent le maquis...Le 5 mai Tavet fut arrêté, puis déporté en Allemagne...Pendant les mois de juin, juillet et jusqu'à la libération de Limoges en août, la responsabilité des activités de la résistance a reposé sur les épaules de la femme de Tavet, son beau-frère, le commandant Pariset, ma compagne et moi-même. Notre action prit fin le 22 août 1944 après avoir contribué à la libération de la ville, les armes à la main." (in F. Montseny).

A la Libération, il continua de militer à la CNT de Haute Vienne et fut le délégué de la régionale n°3 au Plenum national d'août 1946 et au 2ème congrès du MLE-CNT tenu en 1947 à Toulouse. Il collaborait à cette époque à CNT (Paris).

Son état physique s'étant dégradé, Casto Ballesta changeait de métier et devenait joaillier en fantaisie. Après un infructueux essai de collectivité, il s'installait à son compte et devenait artisan patron, cessant alors d'occuper des postes à la CNT, mais continuant d'aider financièrement la presse et l'aide à l'Espagne. Il continuait à professer des idées libertaires et aidera économiquement la reconstruction de la CNT du Haut Llobregat après la mort de Franco.

Casto Ballesta, qui était père de deux filles, est mort à Limoges en août 1978 suite à une opération.

Juan MONTOLIU DEL CAMPO, éboueur et chef guérillero

Villareal (Castellon), 16 juillet 1911 – Perpignan, 6 août 1975

C'est encore très jeune que Juan Montoliu del Campo avait émigré à l'Hospitalet de Llobregat (Barcelone) où il devint éboueur et adhéra très vite au mouvement libertaire. Lors des journées révolutionnaires de juillet 1936 il participa à l'assaut de la caserne de l'Hospitalet, puis, une fois les militaires vaincus, il organisa la collectivisation des services de nettoyage de la ville avant de partir comme milicien pour le front d'Aragon. En 1938 il était commandant d'un bataillon confédéral et participa aux combats de Belchite.

Exilé en France lors de la *Retirada*, il fut interné dans divers camps avant d'être envoyé dans une Compagnie de travailleurs étrangers pour aller travailler à la construction du barrage de l'Aigle dans le Cantal. C'est sur ce chantier où

Après avoir participé aux combats de juillet 1936, il fut nommé secrétaire du conseil d'administration de la mine collectivisée de Sallent.

Exilé en France lors de la *Retirada*, Casto Ballesta, pendant l'occupation nazie, y participait à la reconstruction du mouvement libertaire espagnol en France et s'intégrait à la résistance à Limoges : *"Le 20 janvier 1942 je suis entré en contact avec Yves Tavet, le commandant départemental des groupes Vény (Armée secrète) qui habitait 12 place du champ-de-foire. A compter de cette date j'ai été chargé d'assurer les liaisons entre les villes de Saint-Junien, Ambazac et Limoges. En de multiples occasions, j'ai effectué des voyages entre ces villes, porteur de documents, rapports et instructions, cartes d'alimentation... A la mi 1943, comme la résistance gagnait en influence, on m'invita à organiser un groupe espagnol. Je mis au courant de cette initiative les camarades José Vargas et Emilio Gonzalez - militant du syndicat de la construction de Malaga - qui résidaient alors à Limoges... Nous avons organisé deux groupes : l'un à Limoges et l'autre au camp d'internement de Sereilhac (Haute-Vienne) où se trouvait alors le compagnon Vargas. Ces groupes restèrent momentanément en réserve du fait que nous étions étrangers... cependant une grande partie de la propagande subversive, les tracts, les premiers périodiques miniatures qui apparaissaient, les affichettes antinazies et autres, m'étaient remis afin que nous les diffusions. C'était un travail nécessaire que nous avons accompli avec soin.*

Au sein des deux groupes, nous avons également organisé une équipe médicale dont faisaient entre autres partie un médecin allemand exilé et en tant qu'aide-soignant, le compagnon G. Rodriguez, mort récemment à Lyon, un vieux et courageux camarade qui avait été l'ami de Fermin Salvochea Alvarez. De son côté, ma compagne avec la femme de Tavet, avait organisé une vingtaine de postes de secours dans la ville, afin de disposer de tout le matériel nécessaire pour accueillir les blessés qu'il ne manquerait pas d'y avoir lors des sabotages ou des chocs avec les miliciens de Vichy et les allemands... C'est au début 1944 qu'arriva chez Tavet le premier officier anglais parachuté. Les moyens dont nous manquions jusque-là furent alors énormes : parachutage d'armes en grande quantité, argent et tout tombaient du ciel.

Un jour Tavet me proposa une somme d'argent pour verser une solde à chacun de nous et pour les activités des groupes espagnols. Avant même de consulter les autres camarades, je lui répondis que nous n'accepterions pas d'autre argent que celui qui était strictement nécessaire à nos déplacements et à la nourriture... J'ajoutai, devant Tavet, surpris, que les anarchistes luttèrent simplement par conviction révolutionnaire... En outre il me proposa les galons et le commandement de toutes les forces espagnols de la région, car j'avais été

l'heure, la réorganisation tardive du MLE qui l'amène à ratifier des situations de faits, au lieu d'agir directement sur le cours des choses, le met dans une situation difficile dans les derniers mois de la guerre lorsque l'UNE aura des prétentions hégémoniques.

La présence des anarchistes.

Dans les maquis, dans les réseaux, à Londres, dans la 2ème DB du général Leclerc, les anarchistes espagnols ont joué un rôle important dans la libération de la France et de l'Allemagne. Ils l'ont fait par conviction antifasciste, mais aussi dans l'espoir que De Gaulle tiendrait sa promesse : ouvrir les frontières et chasser Franco. Les grands hommes ont le geste noble : les Espagnols morts pour la France ont reçu des médailles, leurs noms sont gravés sur les monuments aux morts. Comme une insulte, chaque 8 mai, cynique, une gerbe tricolore vient honorer leur sacrifice. En 1945, De Gaulle a envoyé un émissaire pour normaliser les relations avec le Caudillo. En 1975, Franco est mort dans son lit, toujours au pouvoir, 30 ans après...

Parmi les nombreux militants anonymes, certains ont joué un rôle important dans la guerre d'Espagne, d'autres resteront à jamais inscrits dans les pages de la résistance.



Antonio ORTIZ

Ainsi Antonio Ortiz s'engage dans les corps francs d'Afrique, blessé il est hospitalisé, avant de repartir dans les « commandos d'Afrique » du Général Leclerc, puis dans le premier bataillon de choc comme instructeur du premier commando lourd. Il débarque à Saint-Tropez, participe à la bataille de Belfort et fait la campagne d'Allemagne où il est grièvement blessé. Ortiz n'est pas un inconnu de l'histoire de l'Espagne, le 24 juillet 1936, juste après le départ de la colonne Durruti, il avait pris la tête de la seconde colonne de la CNT-FAI à partir au front contre les fascistes. Ces deux colonnes réalisèrent ce que personne d'autre ne fit : elles reprirent durablement du terrain sur les factieux (sur le front d'Aragon).



Ramón Villa
Capdevila

Ramón Villa Capdevila avait lui aussi montré son courage durant la guerre civile. Il s'enfuit du camp d'Argelès et devient, en 1940, un des tous premiers résistants de la région. Il est plus connu sous le surnom de « commandant Raymond ». Il met son expérience de spécialiste des explosifs au service de la Résistance, comme le 11 juin 1944, près de Périgueux où, avec deux cents maquisards, il s'empare d'un train blindé allemand. Avec ses 200 maquisards espagnols, ils anéantissent la garnison *Das Reich* qui a massacré les habitants d'Oradour. Lui et ses compagnons rejoignent ensuite le bataillon *Libertad*.

Ramón Villa Capdevila est mort en 1963, dans une fusillade avec des franquistes, alors qu'il était un des meilleurs passeurs d'hommes de la CNT-AIT et que depuis 1945, il faisait partie des groupes d'action qui n'ont cessé de harceler le régime franquiste.



Francisco Ponzán Vidal

Enfin, avant de parler des résistants anarchistes espagnols de façon plus générale, il nous faut encore évoquer le parcours d'une figure exemplaire, qui fut la pierre angulaire du plus grand réseau de passeurs de la résistance, le réseau Pat O'Leary. Il s'agit de Francisco Ponzán Vidal, plus connu sous le nom de François Vidal. Militant de la CNT-AIT, il avait été responsable d'une *comarcal* (5) de la CNT-AIT en Aragon durant la guerre civile, puis il avait fait partie du groupe « Libertador » de la CNT-AIT, spécialisé dans la recherche d'informations militaires et dans les actions de sabotage derrière les lignes franquistes. Ce groupe fut, par la suite, intégré aux services secrets de la République espagnole. A partir de mai

1939, Vidal organise un réseau de passeurs d'hommes dans les Pyrénées pour faire sortir d'Espagne les militants en danger. Dès le début de la guerre ce groupe de cénétistes se met au service de la résistance et travaille activement avec l'Intelligence service et le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) de Gaulle, mais aussi avec le réseau Sabot et le groupe Combat. Ce réseau permet l'évasion de 1.500 personnes dont plus de 700 aviateurs alliés (6) et le passage de nombreux documents (sans compter tout ce qui sert la CNT-AIT et la lutte anti-franquiste). Le réseau couvre une zone qui va de Bruxelles à

incorporé dans la caserne *Karl Marx* puis affecté à la 104e brigade de la 31e division commandée par les communistes. Le 25 août 1938, Josep Llados participait à la bataille de San Cornelio en guise de baptême du feu, et fit partie des quatre seuls survivants miraculés de son groupe : le militant libertaire Bruno Salvadori *Antoine Gimenez* raconte dans ses souvenirs comment les Jeunesses libertaires sous commandement communiste étaient traitées comme chair à canon dans les batailles. D'ailleurs à l'arrière, les Jeunesses libertaires imprimaient des tracts pour encourager les militants à la discrétion quant à leur appartenance politique au moment de leur incorporation, les avertissant que la plupart des officiers communistes envoyaient les anarchistes en première ligne.

Lors de la *Retirada*, Josep Llados était entré en France par Prats-de-Mollo. Interné au camp n° 1 d'Agde puis à Saint-Cyprien jusqu'en décembre 1939, il fut affecté à la 684e compagnie de travailleurs étrangers cantonnée en Haute-Vienne, jusqu'à la défaite française. Sa CTE se replia alors sur Bergerac, en Dordogne. On l'affecta entre autres au service de fermiers des alentours, puis des Allemands lorsque ces derniers ouvrirent une école d'aviation sur l'aérodrome de Roumanières en 1942. En 1944 il entra en contact avec le groupe *Alexandrie* de la Résistance et devint responsable de la garde de prisonniers russes, allemands et polonais.

Après une formation professionnelle reçue en 1947, Josep Llados s'installa définitivement en Dordogne où il se maria et éleva six enfants. Ouvrier plâtrier jusqu'en 1967, il s'établira comme artisan jusqu'à sa retraite en 1985. Il continua de militer à la CNT-AIT espagnole en exil jusqu'à son dernier souffle.

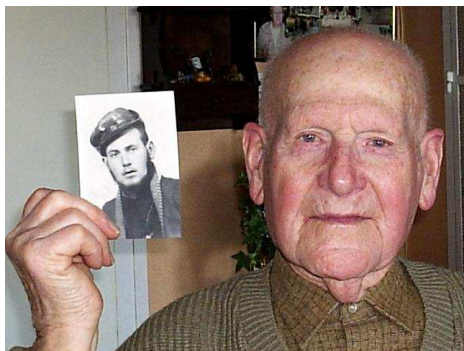
Casto BALLESTA, pionnier de la résistance en Limousin

Mazarron (Murcie), 25 février 1912 – Limoges, août 1978

Casto Ballesta avait émigré jeune à Cardona où il travaillait dans les mines et où il entra en contact avec le mouvement libertaire. En janvier 1933, après l'assassinat des compagnons Andrés Martínez García et Codina lors du mouvement révolutionnaire du 8 janvier, il acceptait un poste de responsabilité à la CNT et collaborait dans la clandestinité à la réorganisation des cadres de défense confédéraux. Son activisme lui valut ensuite d'être licencié et mis sur une liste noire par le patronat et plusieurs emprisonnements notamment à la prison de Manresa et à la Modelo de Barcelone. C'est vers cette même époque qu'il avait épousé l'ancienne compagne d'Antonio Soler Falcon, ancien secrétaire de la CNT de Sallent, mort en 1932 sur le bateau *Buenos Aires* qui l'emmenait en déportation.

Josep Lladós TARRAGO, l'idéal chevillé au corps

Alcaras 1920 – Dordogne 2017



Josep Lladós Tarrago commence ainsi sa biographie : « José Lladós Tarrago ne demanda pas à venir au monde, mais il naquit dans une partie de la Terre nommée Espagne, dans une région nommée Catalogne à dix kilomètres de Lérida. ». Il était le deuxième enfant sur trois d'une famille de petits paysans propriétaires d'Alcarràs. En 1935 il avait adhéré à la CNT-AIT espagnole dans les

circonstances suivantes : *« Au village, sans que je le sache, il existait un syndicat de la Confédération nationale du travail. Il était constitué d'un groupe de jeunes impatientes de 20 à 40 ans. Comme on se connaissait tous à Alcarràs à cette époque, l'un d'entre eux me contacta et m'invita à aller au syndicat. On y trouvait des livres, des revues et autres lectures, mais pas d'alcool, et les fumeurs étaient quasi inexistantes. Je me rendis compte que l'ambiance y était plus saine que dans une taverne ou un café. Je me rendis à ce syndicat un soir que je ne savais pas où aller sans que ça me coûte un centime. Ceux qui étaient présents m'accueillirent aimablement et me dirent : « Regarde ! Sur la table il y a des journaux, des revues et des livres ! » En les parcourant avec curiosité, je trouvai dans une revue un article qui traitait de sexualité. J'y appris combien de maladies on pouvait attraper en fréquentant les maisons closes. Cet article que je lus a compté pour toute ma vie.*

À cette époque, il y avait beaucoup de cafés et encore plus de tavernes. Je n'ai jamais entendu parler de bibliothèque ! Ce que j'ai appris au syndicat, sans que personne ne m'y oblige, m'a suivi toute ma vie. C'était l'action culturelle anarcho-syndicaliste partout où la CNT était présente. Ce qui n'empêchait pas ses adversaires de toujours la critiquer. Au contraire des tavernes et des cafés où la fumée et l'alcool produisaient une atmosphère irrespirable, au syndicat j'étais dans un lieu sain où je pouvais lire et apprendre ce que j'ignorais. Je pris alors la carte de la CNT et elle ne m'a plus jamais quitté ».

À la fin de septembre 1936, à 16 ans et demi, il rejoignit la 11e centurie de la colonne Durruti. Il quitta la colonne au moment de la militarisation et rentra à Alcarràs où il fut nommé secrétaire des Jeunesses Libertaires (FIJL). En avril 1938, à l'appel de sa Classe sous les drapeaux, il rejoignit Barcelone où il fut

Lisbonne. Fait prisonnier en 1943 par la police française, Francisco Ponzán Vidal est livré aux Allemands qui le torturent. La veille de la libération de Toulouse, il est emmené par les nazis en fuite, avec un groupe d'une vingtaine de prisonniers. Ceux-ci seront fusillés et leurs corps brûlés à Buzet-sur-Tarn, le 17 août 1944.

D'une manière générale les anarcho-syndicalistes ont participé à pratiquement tous les réseaux de passeurs des Pyrénées (on en décompte une vingtaine). On les voit aussi dans les maquis. Voici la liste de ceux où leur présence fut suffisamment significative pour laisser des traces : le maquis de Dordogne, de la Montagne Noire, de Querigut (dans l'Aude), les maquis de l'Aveyron, du Pic Violent, de Savoie, les maquis du Lot, de Loches, de Belves, de l'Isère, de la Gouzette (Saint Girons), de Privas, les maquis du Cantal et de Corrèze, de Maleterne, de Bagnères, des Landes, du Rouergue, des Glières, du Limousin, le maquis Bidon 5 et le maquis du Vercors et n'oublions pas le maquis du COFRA (à moitié cénétistes) et du Barrage de Aigle (où les anarchistes sont hégémoniques).

A Foix, ce sont les maquis anarchosyndicalistes CNT-FAI qui libèrent la ville le 19 août. Un jeune officier parachutiste français avait été envoyé le 8 août par Londres pour officialiser une présence gaulliste. Son surnom : le lieutenant Aube, qui sera plus connu ensuite sous le nom de Bigeard ... (7)

Nous connaissons la présence d'anarchistes dans d'autres maquis, mais il s'agit souvent d'individus essaimés de-ci de-là sans lien entre eux. Notons aussi leur présence dans le réseau d'Alfred Robul et leur présence massive dans le Bataillon de la mort. Certains se retrouvent avec des responsabilités comme La Rey, membre de la CNT-AIT et responsable de la résistance à Montluçon ou Emilio Castro Ballesta qui, avec sa compagne, le commandant Pariset et l'épouse de Tavet dirigeant, à l'arrestation de ce dernier, le maquis du Limousin. Dans le Gers, la moitié des résistants de l'UNE sont confédéraux et ce n'est pas un cas isolé. Faute d'organisation nationale de résistance, les anarchistes apparaissent peu, bien qu'ils soient très présents. Citons tout de même le maquis du Barrage de L'Aigle, dirigé par José Germán Gonzalez militant de la CNT-AIT, qui est un haut lieu de la reconstruction de la CNT-AIT en exil et un des maquis les plus actifs de la résistance. Ce maquis est pratiquement à 100% confédéral, tout comme le maquis de Bort les Orgues.

D'une manière générale, les maquis du Massif Central sont en forte proportion composés d'anarchistes espagnols tout comme ceux issus des chantiers de barrages sur la Dordogne, des barrages de Marèges et de Chastang.

Dans la région de Bordeaux, les compagnons se regroupent dans le bataillon « Libertad » sous la responsabilité de l'anarchiste Santos. Ce bataillon s'illustrera par la libération du Lot et de Cahors, ainsi que par la bataille de la Pointe de la Grave, ultime poche de résistance des soldats allemands en France.

Le bataillon Libertad dû également intervenir à plusieurs reprises contre les agissements sectaires des communistes. A la libération de Toulouse à laquelle ils contribuèrent, les anarchistes français et espagnols s'installèrent dans un bureau de la Bourse du Travail, au même titre que la CGT. Ravel, le commandant militaire FFI de la région, ordonne leur expulsion pour complaire aux Communistes. Le Bataillon Libertad proteste et fournit des armes aux cénétistes toulousains. Depuis la CNT-AIT française dispose toujours d'un local dans la ville rose.



Membre du Bataillon Libertad à Tonneins



Médoc : membres du bataillon « Libertad » derrière une pièce d'artillerie capture à l'ennemi.

groupe Ponzán, intégré au réseau d'évasion de Pat O'Leary, sous le faux nom de Valeriano Martínez. Arrêté par les forces d'occupation nazies, il est interné au Vernet d'Ariège et déporté au camp de concentration de Buchenwald, où il réussit à survivre malgré les mauvais traitements.

Après la fin de la guerre mondiale, il est retourné en Espagne, où il reprend une activité militante clandestine contre la dictature de Franco. En 1947, il est arrêté et condamné à quarante ans de prison. Il reste emprisonné pendant dix-huit ans et est libéré en 1963. À sa mort en 1970, il était secrétaire de la région nord de la CNT-AIT clandestine.

José ALBALAT RIPOLLÉS, ébéniste et passeur

Albocacer (Castellon), 24 mai 1909 - ?

Dès la fin de la guerre civile, José Albalat Ripollés, exilé en France, avait été membre du réseau formé par Francisco Ponzán Vidal. José Albalat Ripollés a effectué plusieurs missions en Espagne. En mai 1940, lorsque Ponzán était parti à Huesca pour y établir des contacts, c'est lui qui l'avait guidé avec trois autres camarades jusqu'à Boltaña.

Le 14 octobre 1942 il était arrêté dans une maison qui leur servait de base rue Limayrac à Toulouse par la police de Vichy qui détenait tous les présents : Francisco Ponzán Vidal et sa soeur Pilar, Pascual Lopez Laguarda, Vicente Moriones José Luis Marquez Boya, Eusebio Lopez Laguarda Luis Garcia, Amadeo Casares Colomer et Miguel Chueca Cuartero. Mais la police ne trouvait pas le matériel de fabrication des faux papiers ni les archives qui avaient été dissimulées dans une armoire où José Albalat, habile ébéniste, avait fabriqué un compartiment secret. Tous étaient internés au camp du Vernet d'où tous, à l'exception de José Albalat Ripollés - suite à une confusion sur son nom - étaient libérés le 22 décembre grâce à un faux ordre de libération émis par la Résistance. José Albalat Ripollés était par la suite envoyé en février 1943 au titre du STO travailler pour les allemands à Saint Jean de Luz (Pyrénées Atlantiques). Il parvenait à s'échapper et gagnait Perpignan où le 2 novembre 1943 il était arrêté par la Gestapo à la villa *Tallada* à Banyuls sur Mer. Transféré à Paris il était torturé à un tel point qu'à son arrivée à la prison de Fresnes il ne pouvait plus utiliser ses bras et que ses compagnons de détention durent l'aider à s'alimenter. Transféré au camp de transit de Compiègne (Oise), José Alabalat Ripollés a été déporté en Allemagne où il a été tour à tour interné dans les camps de concentration de Neue Bremm, Mauthausen, Melk et Ebensee. Il a été libéré en 1945 lors de l'avance des troupes alliées.

contactée par Albert Guérisse, l'ancien responsable belge du réseau "Pat O'Leary", avec lequel le groupe Ponzán avait étroitement collaboré.



Le 13 novembre 1969, suite à une souscription lancée par la FEDIP fut inauguré au cimetière du Père Lachaise un monument en mémoire des 35.000 républicains espagnols (résistants, déportés, soldats dans les armées alliées) morts pendant la Seconde Guerre mondiale.

Officier de la Légion d'honneur et titulaire de plusieurs décorations (française, anglaise, américaines) dont la *King medal of freedom* pour son action dans la résistance - il avait le grade de sous-lieutenant des Forces Françaises Combattantes - il recevra en 1972 un vibrant hommage à Toulouse. Il a participé à tous les congrès de la FEDIP et a collaboré régulièrement aux différentes époques de son organe *Hispania*.

A la fin de sa vie il quittait Paris et s'installait avec sa nouvelle compagne Odette à St Christol les Alès (Gard). José Ester Borrás est mort à l'hôpital d'Alès, Gard, le 13 avril 1980 et a été incinéré à Marseille.

Lors du IX^e congrès tenu par la FEDIP à Perpignan, les 15-17 juin 1987, son président avait rappelé ces paroles de José Ester à une réunion : " *C'est vrai que j'ai donné à la Fédération beaucoup d'heures que j'aurais pu occuper à lire, à me promener ou à me reposer. Mais c'est vrai aussi que la Fédération m'a donné une raison d'exister qui m'a fait l'exil moins insupportable car je n'aurais pas pu faire grand-chose sans la FEDIP. Et la FEDIP, c'est vous, c'est nous tous. Chacun dans son rôle et son lieu, y a apporté son grain de sable. La FEDIP m'a donné, je le répète, une raison de continuer dans l'exil sans me sentir inutile*" (cf. *Hispania*, n°93, juillet-août 1987)

Vicente Moriones BELZUNEGUI, une vie de Résistance

Sangüesa, Navarra, 1913 - Bilbao, 1970

Anarchiste espagnol, originaire du Pays basque, il s'exile en France après la guerre civile. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il participe activement au

Enfin, la présence anarchiste est particulièrement remarquable (et superbement ignorée [au moment où a été écrit ce texte]) dans la 2^{ème} DB du Général Leclerc. A plus de 60% espagnole, la 2^{ème} DB compte bon nombre d'anarcho-syndicalistes tant et si bien qu'ils sont hégémoniques dans la 9^{ème} compagnie du 3^{ème} Régiment de Marche du Tchad, *la Nueve*, uniquement composée d'espagnols à l'exception du Capitaine Dronne qui la commande. C'est elle qui rentre la première dans Paris. Les premiers blindés portent des noms qui rappellent l'Espagne, les deux premiers se nomment « Ascaso » et « Durruti » rappelant les illustres *solidarios* (militants de la CNT-AIT), un autre s'appelle « Casas Viejas » pour ne pas oublier la répression anti-cénétiste de 1933 et un autre encore « Teruel » en référence à une grande bataille de la guerre civile. Les militants de la CNT-FAI sont bel et bien présents, la Nueve installe un premier canon, nommé « El Abuelo », dans l'Hôtel de ville de Paris ainsi que le premier drapeau... ironie du sort. Cette présence est complètement occultée par bon nombre d'historiens tel Lapierre et Collins dans « Paris brûle-t-il ? » (Édition R. Laffont 1964), Adrien Dansette dans « Histoire de la libération de Paris » (édition Fayard, 1946) où encore Henri Michel dans « La libération de Paris » (édition Comps, 1980).

Même le Capitaine Dronne semble frappé d'amnésie dans son livre *La libération de Paris* alors que dans son journal de marche, il évoquait abondamment les combattants issus de la CNT-FAI (8). Les six derniers mois de la guerre sont ceux d'un courage qui est effacé par un manque d'organisation nationale en réseau de résistance, qui condamne les anarchistes à l'oubli, pour certains à la mort.



Le Half-track « Brunette » sur la Place de l'Hôtel de Ville de Paris, le 24 août 1944

L'UNE, l'hégémonie dans le sang

Le mouvement libertaire est empêtré dans ses problèmes internes qui tournent autour de la question de savoir s'il faut participer ou non au gouvernement de la république espagnole en exil. La défaite contre Franco est encore dans tous les esprits et la question gouvernementale, qu'il aurait fallu trancher en juillet 1936, les anarchistes se la posent toujours au point de négliger des aspects importants. Le plus dramatique est certainement cette absence totale d'organisation des anarcho-syndicalistes espagnols en tant que corps dans la résistance. Rien pour faire valoir leurs droits, aucune structure pour assurer l'arrivée d'armes, de ravitaillement : les anarcho-syndicalistes se sont fondus dans la résistance comme nul autre, sans se soucier un seul instant de leurs intérêts propres.

D'autres sont plus réalistes. Les communistes dirigent la UNE qui se veut hégémonique et se présente comme « l'unique mouvement de résistance espagnole ». Sur un plan historiographique, cette situation a permis aux historiens de passer allègrement sur la complexité des courants d'idées qui animaient les résistants espagnols en les décrivant comme de simples anti-franquistes voire carrément des communistes. Cette conséquence n'est que la moins dramatique, car les volontés hégémoniques de l'UNE ne s'arrêtent pas là.

Les militants anarchistes n'ont pas rejoint unanimement la UNE. Certains y sont rentrés à contre cœur, d'autres dans l'idée de contrecarrer l'influence des communistes, tels les militants de la *Agrupación Cenetista en la Union Nacional* (ACUN).

Si certains, quoique méfiants, sont tentés par la reconquête de l'Espagne proposée par la UNE, beaucoup d'anarchistes y adhèrent sous la menace et par peur des représailles. Les groupes de militants les plus avertis ont préféré intégrer les Forces françaises de l'intérieur (FFI), notamment dans le bataillon « Libertad ». Il faut souligner ici le travail essentiel fait dans ce sens par José Germán Gonzalez, commandant du maquis du Barrage de l'Aigle qui organisa, à travers les Groupes de travailleurs étrangers (GTE), l'entrée des cénétistes directement dans la résistance française.

C'est que les réticences envers la UNE étaient grandes. Comme le disait Pierre Bertaux très cyniquement « *le Parti communiste n'a pas de rancune, il n'a que des tactiques* ». La phrase convient à merveille au Parti communiste espagnol. On trouve dans la UNE des communistes certes, mais aussi des anti-franquistes très tardifs comme certains *requetés*, ces monarchistes absolutistes qui ont toujours brillé par leur conservatisme, et aussi les membres de la CEDA de Gil Roblès. La CEDA, c'est la droite espagnole qui était au pouvoir durant le

Alfonsina fut l'objet à Ravensbrück d'« expériences » médicales qui, à sa libération en 1945, lui laissèrent d'indélébiles stigmates invalidantes et finirent par lui être fatales. José, frère d'Alfonsina, survécut jusqu'à la libération du camp, mais son père, Miguel, fut assassiné dans les chambres à gaz le 18 août 1944.

A son retour de déportation il gagnait Toulouse et avec Vinas il fondait la Fédération Espagnole des Déportés et Internés Politiques (FEDIP) dont il sera plusieurs fois le secrétaire entre 1947 et 1965 et qui regroupait toutes les tendances de l'exil à l'exception des communistes.

Dès son arrivée à Toulouse, avec l'aide des Tricheux et de SIA (Solidarité internationale antifasciste), il parvenait à obtenir du maire, M. Badiou, les anciens locaux du camp du Recevedou, qui fut rebaptisé "Villa Don Quichotte" afin d'y loger des centaines de compagnons de retour de déportation. En septembre 1945, suite à la prise de contrôle par les communistes de l'Association des anciens de Mauthausen et leur désir d'imposer aux autres déportés leur sectarisme, il fondait au café *Borios*, la FEDIP.

Lors de la scission du Mouvement libertaire en exil, il a été en novembre 1945, signataire pour la province de Barcelone, d'une déclaration reconnaissant le Comité national élu lors du congrès de Paris en mai et condamnant la signature par Manuel Diaz au nom d'un Comité régional catalan en exil du manifeste *Con España o contra España* de la tendance dite « collaborationiste ». La déclaration fut également signée par R. Pascual pour la province de Gérone ; Dominguez pour celle de Tarragone, Juan Teixido pour celle de Lerida et Baulo pour la Fédération locale de Barcelone. Il était à la même époque secrétaire du groupe CNT du Haut Llobregat et Cardoner en exil, mais se consacrait avant tout à l'action en faveur des déportés. C'est par son action obstinée que les anciens déportés ou les veuves obtiendront une pension du gouvernement allemand.

José Ester travaillait à la section espagnole de l'Office des réfugiés et apatrides où il participera à la résolution de nombreux cas de réfugiés et d'anciens guérilleros évadés clandestinement de l'Espagne franquiste. En 1947 il a été le principal instigateur de la campagne en faveur de la libération des marins et aviateurs antifascistes espagnols internés en URSS au camp de Karaganda. Il a participé également aux travaux de la commission internationale d'enquête sur l'univers concentrationnaire. José Ester est intervenu à de très nombreuses reprises pour sauver des militants emprisonnés en Espagne ou menacés en France d'extradition suite à leurs actions contre le régime franquiste ; ce fut le cas en particulier de Marcelino Massana Bancells dont il empêchera l'extradition de France grâce à une intervention de la Reine Fabiola

Il est interné au camp d'Argelès dont il s'évadait dès février 1939 et intégrait immédiatement la CNT-AIT de la région de Toulouse où, avec sa famille, il fut aidé et hébergé notamment par le couple Alphonse et Paule Tricheux, militants de la CGTSR, la section française de l'AIT d'avant-guerre, auxquels il rendit beaucoup plus tard hommage en ces termes : " *Ce que Paule et Alphonse ont été pour moi et pour beaucoup d'autres réfugiés espagnols qui ont connu leur maison, toujours ouverte, ne peut pas s'expliquer... Nous les appelions "papa" et "maman" avec beaucoup de motifs justes. Je vous assure que si à quelqu'un je voudrais ressembler, dans leur pensée et dans leurs actions, c'est bien à Paule et à Alphonse Tricheux, modestes gens de cœur, solidaires et conséquents avec leur idéal*". (cf. *Hispania*, juillet 1972).

Pendant l'Occupation, la ferme des Tricheux, aux portes de Toulouse, servit de lieu de contact et de rencontres aux illégaux de toutes nuances. Le 19 juillet 1943 s'y tint un « congrès » anarchiste auquel participèrent une vingtaine de personnes dont, outre le couple Tricheux, Maurice Laisant, François Deluret (membre du groupe clandestin Elisée Reclus composé de militants français et espagnols à Villeneuve s/Lot.), Arru, Voline, San Clemente (ces 3 derniers de Marseille) et José Ester Borrás de la CNT-FAI, congrès tenu en vue de redonner vie au Mouvement anarchiste.

Pendant l'occupation nazie, il s'intégrait, dès sa constitution en juillet 1940, au réseau d'évasion et de résistance de Francisco Ponzán Vidal. Arrêté une première fois à Toulouse le 30 avril 1941, il était interné au camp du Vernet dont, à la demande de Ponzán et grâce à Robert Terres et à la complicité de fonctionnaires de la résistance, il était libéré grâce à de faux documents de libération. Il participait à l'évacuation vers l'Espagne de plusieurs aviateurs alliés dans le cadre du réseau Pat O'Leary (appelé aussi réseau Pat-Françoise). Ses activités dans la résistance lui valaient d'être arrêté par la Gestapo le 28 octobre 1943 avec sa première femme Alfonsina, son beau-père Miguel Bueno Gil et son beau-frère José Bueno Vela. Interné à la prison de Fresnes, au camp de Compiègne, puis déporté avec toute sa belle-famille au camp de concentration de Mauthausen (matricule 64.553). Il fut un de ceux qui œuvra à l'organisation de la CNT-AIT à Mauthausen. Il participa aussi à la création du Comité national des républicains espagnols de ce camp. Peu avant la libération du camp, il possédait des armes qu'il s'était procurées dans l'armurerie, grâce à un contact avec un jeune détenu qui y travaillait. Il fit partie du Comité International clandestin qui allait préparer l'insurrection et la libération du camp. Sa femme, Alfonsina Bueno, fut déportée au camp de Ravensbrück puis dans les derniers mois de la guerre à Mauthausen, d'où elle et José Ester seront évacués vers la France par la Croix-Rouge internationale en avril 1945.

bieno negro, ces années de toutes les répressions anti-anarchistes d'avant 1936, quand le mot d'ordre était « pas de blessé, tirez au ventre ». Les anarcho-syndicalistes espagnols ont tous en tête les actes de répression d'avant la guerre, au point que le nom du village martyr de « Casas viejas », massacré par les Gardes Civils en 1933, transpire sur leurs chars. Et surtout la UNE est tenue par les communistes, ceux qui ont tué Berneri, Nin et tant d'autres. La UNE, c'est le gouvernement de Negrín, c'est la *telefónica*. (9).

La suite des événements va prouver que les inquiétudes des anarchistes n'étaient pas vaines. La UNE se sert d'appuis pour éliminer ses adversaires de toujours. Le 20 septembre 1944, Santos, qui dirige le bataillon « *Libertad* », reçoit l'ordre du colonel Ravanel de transférer 350 de ses hommes à la UNE. En même temps, l'ordre est donné de ne plus ravitailler le bataillon « *Libertad* ». En cas de refus, le bataillon devait être désarmé par la UNE. Celui-ci préfère alors se dissoudre. Mais la UNE n'en reste pas là, elle fait pression, elle menace et elle tue ceux qui ne veulent pas se joindre à elle (anarchistes en particulier mais pas seulement, on connaît des cas de socialistes qui subirent le même sort). Ángel Aransaez, secrétaire du comité régional CNT-AIT de l'Aveyron dénombre pour son département 56 exécutions sommaires. On en compte 13 dans l'Aude (crimes que des ex-guerrilleros de la UNE avouèrent en octobre 1953). Certains meurtres sont relatés dans *Le Républicain du Midi* d'août et novembre 1944. Tous sont commis sur des résistants socialistes et anarchistes en conflits avec la UNE. A Lavelanet, Francisco Alberich et Mercedes Miralles sont retrouvés morts après avoir été appréhendés par des guérilleros de la UNE. A Manse dans l'Ariège, Belmonte, anarchiste responsable d'une exploitation forestière où se cachent des réfractaires est abattu avec son compagnon Molina pour avoir refusé que la UNE vienne contrôler leur organisation. On peut aussi s'interroger sur toute la série d'exécutions sommaires d'anarchistes commises par des inconnus dans le Lot, dont celle de l'agent de liaison de tous les maquis du Lot : José Mana dit « Martins ». A Saint Girons, Royo et un de ses compagnons de la CNT-AIT, qui étaient en conflit avec la UNE, échappent miraculeusement à l'incendie et le mitraillage de la maison de Royo. Sa compagne, ses deux enfants et trois de ses amis n'ont pas eu la même chance... En Août 1945, Antonio Tellez, militant de la FIJL, lieutenant de la 9ème brigade des FFI de l'Aveyron, avertit Ángel Aransaez que la UNE a prévu d'envoyer un commando à Decazeville, contre le Comité Régional de la CNT-AIT. Le capitaine espagnol Bariso, traducteur du commandant français du 412ème GTE, est enlevé. Aransaez va voir le responsable de la résistance Degoy dit « Valzergues » qui lui déclare « *pas d'objection pour les traîtres* ». Ce qui montre une fois de plus la collusion de certaines instances de la résistance avec la UNE. Aransaez et les principaux responsables de la CNT-AIT sont arrêtés par les

Francs-tireurs et partisans (FTP, d'obédience communiste), mais ils sont libérés sous la pression des résistants libertaires qui les menacent d'insurrection armée (Aransaez était dans les FFI au barrage de l'Aigle).

Toute une série de cas similaires ont été répertoriés. On peut consulter à ce sujet « Les dossiers noirs d'une certaine résistance », (Perpignan, Ed du CES, 1984) ainsi que le livre de Marie-Claude Rafaneau Boj, « Odyssée pour la liberté : Les camps de prisonniers espagnols 1939-1945 » (Paris, Denoël, 1993) dans lesquels sont relatés les cas les plus flagrants, mais ces ouvrages ne tiennent pas compte de tous les charniers inconnus et de toutes les disparitions. Il est un fait historique qui prouve la gravité et l'importance de ces méthodes expéditives. Il s'agit du rassemblement de l'essentiel du camp républicain espagnol qui se réalise contre la UNE. Cette union se fait au sein de la *Alianza Democrática Española* (ADE) avec la participation de la Gauche républicaine, de l'Union républicaine, du Parti républicain fédéral démocratique, du Parti socialiste ouvrier espagnol, de la Gauche républicaine de Catalogne, du mouvement libertaire et des centrales syndicales UGT et CNT-AIT. L'ADE dénonce les agissements de la UNE au gouvernement provisoire de la République française en mentionnant, dans un communiqué officiel en 1944, toute une série d'exécutions sommaires, détentions abusives, pressions en tous genres perpétrées par la UNE.

Fin 1944, la famille Soler est brûlée vive dans sa ferme. Le fils en réchappe et parvient à contacter la CNT-AIT. Un plénum national est organisé et un ultimatum des plus menaçants est adressé au PCE : « à partir de cette communication, la CNT-AIT n'est plus disposée à tolérer ni une brutalité, ni un attentat de plus. Elle rend directement responsable la direction du PCE en la personne de ses dirigeants de ce qui pourrait arriver ». La vague d'attentats s'arrête...

Après ce bref aperçu qui ne prétend pas couvrir l'ensemble de la réalité, on peut se faire une idée de la complexité de la période, une complexité accentuée par la situation d'un mouvement libertaire qui se cherche, qui n'est pas remis de sa défaite. Le mouvement est en pleine reconstruction avec tout ce que cela implique de conflits, il n'a pas l'efficacité nécessaire au niveau national, ne serait-ce que pour protéger ses militants. Dans le même temps, les militants qui le composent sont des combattants aguerris, qui ont des réflexes de lutte, d'organisation clandestine au niveau local et qui sont très précieux pour la résistance.

Une fois leur seconde guerre terminée, Elisa et Marino se retrouvèrent et s'installèrent à Paris, où ils restèrent jusqu'à la fin des années 1950.

Ils décidèrent alors de, s'installant à Mallén, où Elisa ouvrit une poissonnerie tandis Marino faisait taxi. Mais leur projet ne fonctionna pas. Ils décidèrent alors de traverser à nouveau la frontière nord et de s'installer en France. Là, il serait beaucoup plus facile et moins dangereux de vivre.

Jusqu'à sa mort en 1990 à Toulouse, Elisa garda une grande force et une grande dignité ... ainsi que l'habitude de lancer des insultes sur les voitures allemandes, dès qu'elle en voyait, car elles lui rappelaient ses sœurs de souffrances de Ravensbrück, mortes au travail dans les usines BMW ...

José ESTER BORRAS, ardent défenseur de la cause des déportés



Berga, Barcelona, 6 octobre 1913 - Alès, 13 avril 1980

Militant de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires (FIJL) José Ester Borrás avait adhéré en 1932 au syndicat CNT du textile à Berga. En juillet 1936 il fit partie du Comité révolutionnaire de Berga avant de s'enrôler dans la Colonne *Tierra y Libertad*. Le 20 juillet, accompagné d'amis de son groupe anarchiste, il se rendit à Barcelone et rencontra alors Durruti qui venait de s'entretenir avec le président de la Généralité, Lluís Companys. De retour à Berga, se rendant compte que les églises brûlaient dans beaucoup de villages, Ester participa, avec ses camarades les plus proches, au

sauvetage du mobilier des églises de la ville, du sanctuaire de Notre-Dame de Queralt (dont l'image — romane — de la Vierge et ses bijoux). Ils s'attachèrent aussi à sauver des fureurs anticléricales les membres du clergé de la ville. Ne furent détruites, données en pâture aux iconoclastes libertaires venus d'autres localités, que quelques statues en plâtre sans valeur.

Il a combattu tour à tour sur le front d'Aragon, à Madrid et en Catalogne. Après la militarisation et la dissolution des milices, il est arrêté en mai 1938 avec Leal et Domingo par les stalinien qui les accusaient d'avoir tué un commissaire politique. Il restera emprisonné jusqu'aux derniers jours de la Guerre civile. Remis en liberté, il prend la route de l'exil vers Toulouse avec sa compagne et leur petite fille âgée de 7 ans

pour devenir un numéro, le matricule 27219, que les nazis tatouent sur son avant-bras.

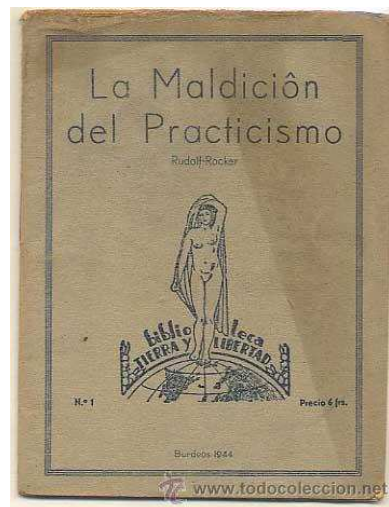
L'arrivée au camp fut atroce. De longues heures d'attente en position debout, des coups de bâtons, des cris, et enfin, après s'être mise à nu, ses cheveux sont rasés et elle passe sous une douche glaciale, en plein février.

Le 21 juillet de la même année, elle est affectée au *Kommando Hasag*, pour travailler dans un complexe militaire dédié à la fabrication d'obus dans la ville de Leipzig, avec un autre grand groupe de déportées, dont sept autres femmes espagnoles. Les nazis lui attribuent un nouveau matricule, elle devient désormais le numéro 4068. Mais si les nazis changèrent son numéro, Elisa gardait ses idées fixes, si bien qu'elle commença rapidement à saboter la production d'obus avec l'aide de ses compagnes. Elles travaillaient 12 heures par jour et recevaient une soupe et un croûton de pain. Elles se considéraient comme prisonnières politiques, pour lesquelles le sabotage comme un devoir primordial. « *Nous avons décidé de risquer une action, afin de revendiquer notre condition de prisonnières politiques, pour informer les ouvriers allemands, à qui on avait dit que nous étions des voleuses, des prostituées, envoyées en rééducation par le travail et avec qui il leur était absolument interdit de parler.* » Les nazis décidèrent de leur donner un petit paiement en primes de cantine, mais les prisonnières refusèrent : « *Nous ne sommes pas des travailleuses libres, nous sommes des prisonniers politiques, nous ne voulons pas d'argent d'Hitler* ».

Elisa ne chercha pas après-guerre à se mettre en avant, et ne se vanta pas de ses exploits. Mais ses compagnes de luttes témoignèrent de la façon dont elle mit hors-service une partie de l'usine d'obus : elle démontait les obus de façon à récupérer une petite quantité de poudre. Quand elle en eut accumulé une quantité suffisante, elle en remplit un obus avant qu'il ne passe sur la fraise à polir. La machine joua le rôle de percuteur ce qui provoqua une explosion en chaîne.

Après l'explosion d'une partie du complexe militaire industriel, elle fut renvoyée à Ravensbrück. Pendant le transfert, son train fut bombardé par les alliés. Au camp, elle rejoignit le pavillon 28, le "pavillon des gitans", ceux qui étaient condamnés aux fours. Durant cette saison, les mauvais traitements ont été sévères, elle a été agressée et mordue par les chiens des gardiens, elle a été violée par les SS, allant même jusqu'à subir un avortement en raison des abus qu'elle avait subis.

Sa chance tourna en 1945 lorsqu'elle fut incluse dans un échange de prisonnières organisé par la Croix-Rouge. Elles furent d'abord amenées à Francfort, puis au Danemark et enfin à Stockholm où elle recouvrit la liberté.



La maldición del Practicismo,
Rudolf Rocker
Editée à Bordeaux en 1944 par
Tierra y Libertad

Si bien que l'on se retrouve devant un paradoxe : le mouvement libertaire est en plein dans la résistance, mais ses préoccupations semblent ailleurs, dans un passé récent qu'il cherche à comprendre. Cela lui coûte cher... mais il n'a pas fini de souffrir. Pire que la lutte, il y a l'exil. Un exil de quarante ans, d'une vie.

Qu'ils étaient dignes ces Espagnols que l'on rencontrait parfois dans la rue (que l'on rencontre encore quand on a de la chance). Souvent raillés, souvent pauvres. Ils n'ont pas haï les Français, ils n'ont pas confondu la trahison de ceux qui dirigent à la bête ignorance du petit qui subit. Ils ne lui ont rance. On a laissé Franco les massacrer, op de vagues. On leur a promis l'Espagne pour se battre. On a envoyé des émissaires auprès s anarchistes espagnols qui se sont battus pour la France, les Sabaté, les Facerias, les Ramón Capdevila, plutôt que de se venger sur ceux qui les ont toujours trahis, sont repartis combattre Franco, seuls avec ceux d'Espagne qui maîtrisaient encore leur peur, les gouvernements français de la quatrième et de la cinquième République, les ministres de l'intérieur de ces gouvernements de gauche comme de droite, « résistants » comme Mitterand, ces gouvernements ont collaboré avec la police franquiste et ont permis qu'ils soient abattus comme des chiens. Honneur aux braves !

D'après un texte de JP (CNT AIT Pau)

Complément bibliographique

J. Borrás, *Políticas de los exilados españoles*, 1944-1945, Paris, Ruedo Ibérico, 1976

A. Tellez Sola, *Sabaté*, Toulouse, Repère-Siléna, 1990.

Les anarchistes espagnols dans la tourmente (1939-1945), Bulletin du Centre international de recherche sur l'anarchisme, Marseille, 1er trimestre 1989.

F. Montseny, *Seis años de mi vida (1939-1945)*, Barcelone, Ed. Galba, 1978.

D. Wingeate Pike, *Jours de gloire, jours de honte : le parti communiste d'Espagne en France...*, Paris, SEDES, 1984.

(1) Confédération nationale du travail (CNT), section espagnole de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs), Fédération anarchiste ibérique (FAI) et la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL). Elle est la

(2) Solidarité internationale antifasciste (SIA) est une organisation de soutien à la lutte antifranquiste créée par la CNT espagnole. Après la guerre, des personnalités comme Jean Rostand, Louis Lecoin ; Georges Orwell et Albert Camus en furent adhérent SIA existe toujours en 2020.

(3) Dans les organisations libertaires espagnoles, le plénum réunit les délégués mandatés par leurs régions respectives et les organes représentatifs de l'organisation (tel le Comité national) dont le mandat et le travail est alors vérifié. Le plénum gère administrativement l'organisation, donne des directives et peut prendre des décisions ponctuelles.

(4) Déclaration du plénum de Marseille du MLE (déc 1943)

(5) Une *comarcal* est un regroupement de fédérations locales de la CNT-AIT espagnole, que l'on pourrait comparer, par la taille, à une union départementale.

(6) Sur le réseau Pat O'Leary, voir Henri Michel, « La guerre de l'ombre », Paris, Grasset, 1970.

(7) Bigeard livre dans ses souvenirs : "Il faudrait un livre entier pour raconter dans le détail ce mois d'août dans la résistance : le courage des Espagnols, le comportement de mon équipe, les démêlés avec certains FFI, FTP en particulier, l'accueil chaleureux des populations. Gonflé à bloc, toujours à la pointe des combats, le commandant espagnol Royo veut m'emmener avec lui pour lutter contre Franco. "Je te nomme général.". *Brave Royo. J'apprendrai qu'il sera tué quelques mois plus tard*" Général Bigeard, *de la Brousse à la Jungle*, Hachette.

On voit comment les "libérateurs" ont remercié le dévouement des militants espagnols : en les laissant se faire tuer par Franco, pendant qu'eux se lançaient dans les guerres coloniales en Indochine ou en massacrant les algériens à Sétif ... Le dévouement des espagnols de l'ombre méritait certainement un livre, mais Bigeard n'en a jamais eu le temps, préférant décrire ses aventures de boucher sous les tropiques, ou il put se donner le beau rôle ...

(8) Ce journal de marche est reproduit par Antonio Villanova dans son livre *Los Olvidados*, Paris, Ruedo Iberico, 1969, pp. 371-450.

(9) Camillo Berneri, anarchiste italien et Andres Nin, leader du *Partido obrero de unificación marxista* (POUM) furent assassinés à la suite des événements de la centrale téléphonique de Barcelone, en mai 1937, lorsque les communistes lancèrent une offensive contre le POUM et la CNT-FAI.

Elisa Garrido Gracia "La Mañica", qui détruisit une usine d'obus allemands

Magallón, 14-06-1909, Toulouse 18-03-1990

Elisa Garrido était née le 14 juin 1909 dans la ville aragonaise de Magallón. Rapidement, elle décida d'émigrer à Barcelone, où elle gagne sa vie comme servante dans la maison d'une famille bourgeoise. Fille de militants anarchistes, elle avait découvert «l'idée» très jeune et s'y était engagée, rejoignant rapidement la CNT-AIT, le syndicat anarchiste. À Barcelone, elle rencontre Marino Ruiz de Angulo, militant confédéral comme elle, avec qui elle traversera deux guerres et la vie.

Dès le déclenchement de la Révolution, elle participa aux combats de rue de juillet 1936. Puis, elle se porte volontaire comme milicienne à la caserne Ausias March, pour partir rejoindre le front d'Aragon avec les colonnes confédérales. Elisa avait les idées très claires, elle n'acceptait pas le rôle des femmes cantonnées à l'arrière. En 1938, toujours mobilisée, elle participait à la terrible bataille de l'Èbre.

La guerre civile perdue, elle partit en exil avec son compagnon Marino. Après certainement un passage par un camp de concentration, ils finirent par arriver à Marseille puis dans les Hautes Alpes.



Rapidement, les contacts sont renoués avec les groupes clandestins de la CNT-AIT d'aide aux réfugiés, ainsi qu'avec le réseau Ponzán. Le couple réalise de nombreuses missions de liaisons et de courrier pour la résistance. Quand Marino est arrêté, elle prend sa suite, sous les noms de guerre de « mañica » ou de « Françoise ».

Malgré les précautions prises, elle est capturée à Toulouse à l'automne 1943 par la redoutable Gestapo. Elle est d'abord enfermée à la prison Saint Michel, où elle est sauvagement torturée. Mise en isolement pendant trois semaines, elle garde le silence. Elle est alors transférée sur Paris, puis au camp de Compiègne, l'antichambre des camps allemands. Le 30 janvier 1944, elle est déportée avec 959 autres femmes, dont une douzaine d'espagnoles parmi lesquelles Neus Catalá, Soledad Cortes,... Elles furent envoyées dans le redoutable camp nazi de Ravensbrück. Là elle perd son nom, son prénom et son histoire personnelle

Allemands sont en fuite, attendant l'arrivée des troupes canadiennes. Le journal régional *L'Avenir normand*, lors du premier anniversaire de la Libération, a décrit les événements comme suit:

« *L'ambiance était très tendue sur la place de la mairie ... Mais nos amis, les républicains espagnols, sont arrivés. Leur section, armée d'une mitrailleuse, a été installée sur le balcon de la mairie, avec la mitrailleuse dirigée sur la rue Thiers (aujourd'hui rue Lecanuet).*

Dans l'après-midi du 30, les républicains espagnols volontaires du FTP occupèrent et libérèrent la mairie. Une heure plus tard, les premières patrouilles canadiennes entrèrent dans la capitale. La libération a été vécue avec émotion et larmes. Tout semblait possible à l'époque ... »



María Vázquez Blanco, sur le balcon de la mairie de Rouen, 30 août 1944

C'est sur le balcon de la mairie nouvellement libérée de Rouen que Maria, fusil Mauser allemand sur ses genoux et bande de munitions en collier, pose sereinement devant l'objectif d'un photographe canadien. On ne sait rien des inclinaisons idéologiques de Maria, mais elle est représentative de ces femmes espagnoles téméraires et courageuses, qui prirent leur part dans la lutte.

Alors qu'un de ses compagnons de la Résistance place le drapeau français sur le fronton de la mairie libérée, María et sa sœur Julia montèrent à la terrasse et y accrochèrent le drapeau républicain espagnol. Selon sa sœur Julia ces photos furent publiées dans un journal local, mais elles ne sont plus réapparues, même si il ne reste que quelques citations dans deux ou trois livres de l'époque. Commença alors un « oubli » de soixante-quinze ans du rôle joué par les Espagnols dans le Libération de Rouen.

María Vázquez quant à elle tomba amoureuse d'un soldat américain. Pour le rejoindre, elle prit un bateau, habillée en homme et cachée comme un passager clandestin. Elle se maria, eut une fille, déménagea à plusieurs reprises : Californie, Floride, où l'ont fini par perdre sa trace ...

ETAT FRANÇAIS – MINISTERE DE L'INTERIEUR TRES SECRET : LE « MOUVEMENT LIBERTAIRE » ESPAGNOL EN FRANCE (1942)

La présence en France, suite à la défaite de la Révolution et la Guerre d'Espagne en 1939, de milliers d'anarchistes fut un motif d'inquiétude tant pour la République que pour Vichy. Si la République les traita en indésirable, Vichy les traita en ennemis de l'intérieur potentiels. Ils furent l'objet d'une surveillance particulière.

Nous reproduisons ci-après une lettre du Ministère de l'Intérieur de l'Etat Français adressée au Directeur du Camp de concentration de Vernet d'Ariège, accompagné d'une note qui décrit ce que Vichy connaissait de la réorganisation du Mouvement anarchiste espagnol en France. Il apparaît que leur connaissance n'était que partielle, limité à la « partie émergée de l'iceberg », la partie la plus visible autour notamment du "conseil national", constitué de militants publics d'avant-guerre et qui à ce titre avait été identifié et fichés pour certains même dès 1938 par la Police de la République.

En effet, ce rapport ne mentionne pas les regroupements éparpillés sur le territoire, surtout en zone Sud, tel que celui du barrage de l'Aigle dans le Cantal. Ces groupes étaient discrets, parfois sans relation avec le Comité National (du moins à l'époque de la rédaction du rapport) et n'étaient pas animés par des têtes connues. A la date de la rédaction du rapport début 1942, ces groupes réussissaient à passer sous le radar de la surveillance.

A la suite du rapport, nous publions la reproduction de la réponse au Ministère de l'Intérieur adressé par le directeur du Camp du Vernet, dans laquelle il tente de se justifier quant à son attitude vis à vis de ces internés dont « aucune preuve d'activité politique avec l'extérieur ou même avec leurs camarades internés » n'avait été détectée, mais qui manifestement avaient réussi à berner la surveillance étroite dont ils faisaient l'objet !

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ETAT FRANÇAIS

Direction Générale
de la Police Nationale

VICHY, le 26 janvier 1942

Le CONSEILLER D'ETAT

Inspection Générale
Des Services
De Police Judiciaire

SECRETAIRE GENERAL pour la
POLICE

A Monsieur le PREFET de
l'ARIEGE
- Cabinet -

N°8179 POL.JUD.2.T

rappeler la réf.

A FOIX

OBJET : Action du « Mouvement
Libertaire », en France.

PIECES JOINTES : Une note du 20
Janvier 1942 et son annexe.

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, la copie d'une note, en date du 20 Janvier 1942, et de son annexe, relative à l'action du « Mouvement Libertaire » en France.

Je vous prie de vouloir bien faire procéder, d'extrême urgence, à une enquête approfondie sur les membres de cette organisation anarchiste résident dans votre département, et au domicile desquels il y aura lieu de faire effectuer une perquisition et de saisir tout document intéressant cette propagande étrangère.

Vous voudrez bien me tenir informé dans le moindre délai possible des résultats des opérations et me communiquer avec la notice individuelle, la fiche dactyloscopique en double exemplaire et la photographie des intéressés, contre lesquels je vous laisse le soin de prendre, le cas échéant, toute mesure administrative que vous jugerez utile.

Le Conseiller d'Etat

Secrétaire Général pour la Police

Après la chute du front de l'Èbre, María, sa mère, son frère Alicia et sa sœur Julia, suivirent l'état-major de la marine de Madrid à Valence. Par la suite ils l'accompagnèrent dans son périple de retraite : Barcelone, Cadaqués et finalement la *Retirada* en France, où ils entrèrent par Le Perthus en Février 1939. Après avoir franchi la frontière, la famille fut bientôt séparée, comme des milliers d'autres. Ainsi, le jeune Alicia fut envoyé dans un foyer des jeunes à Darnétal, tandis que la mère et les filles furent envoyées à Grugny, ces deux localités étant situées en Région normande.

Grugny était une petite ville dans les environs de Rouen avec seulement une poignée de maisons, un hôpital et un asile psychiatrique qui, par ironie de la vie, avaient servi de camp d'internement de soldats allemands pendant la Première Guerre mondiale. Là, les trois femmes s'installèrent, dans des conditions de grande pauvreté, comme tant d'autres réfugiés : le froid glacial en hiver, des paillasses en guise de lit, la faim ... Ce fut une vie très dure durant de nombreux mois.

Son frère Alicia a réussi à quitter rapidement le centre de Darnétal pour rejoindre comme apprenti une usine de produits chimiques et d'explosifs à Oissel. Plus tard, il décida de s'enrôler dans la Légion étrangère et fut envoyé en Afrique du Nord. Là, il fit défection de la Légion Pétainiste pour s'enrôler dans la 2ème Division Blindée du général Leclerc et fut affecté au 3e bataillon de Marche du Tchad, sous le commandement du colonel Putz. De là, il a rejoignit "*la Nueve*", qui incorporait une majorité d'exilés espagnols notamment de la CNT-AIT. Il combattit avec la fameuse compagnie jusqu'au 14 octobre 1944, date à laquelle, avec le sergent Fábregas, ils moururent mitraillés dans une embuscade montée par les nazis autour de Xafféwillers, dans le Département des Vosges. Cinq jours plus tôt, il avait célébré ses vingt ans. Le galicien Alicia et le catalan Fábregas ont été enterrés ensemble, dans le petit cimetière de Saint-Maurice-sur-Mortagne. Les deux actes de décès mentionnent : «Mort pour la France ».

Pendant ce temps, en Normandie qui était occupée par les Allemands, Maria, qui avait quelque diplôme en soins infirmiers, pu trouver un emploi dans un hôpital de Saint-Étienne-de-Rouvray, près de Rouen. Elle réussit ainsi à amener sa mère et sa sœur en ville. Les années de rationnement et la faim remplissent presque tous les souvenirs de cette époque, elles pouvaient marcher jusqu'à 50 kilomètres à la recherche de nourriture, pour revenir parfois avec seulement un œuf.

Enfin, dans les derniers jours d'août 1944, la Résistance, composée d'Espagnols et de FFI, s'empare de l'Hôtel de ville de Rouen alors que les

L'ESPRIT DE RESISTANCE GUIDA LEUR VIE, QUELQUES PORTRAITS D'ANARCHO- SYNDICALISTES ESPAGNOLS ...

D'après des articles d'Espoir CNT-AIT, et plusieurs sites dont <http://militants-anarchistes.info>, et <http://anarcoefemerides.baleaerweb.ne/>

Selon la journaliste Evelyn Mesquida, qui a écrit plusieurs livres sur le thème³, on peut estimer que 10 000 réfugiés espagnols s'enrôlèrent dans les forces de la France Libre (notamment dans la 2^{ème} DB) et qu'entre 30 000 et 40 000 d'entre eux participèrent à la Résistance intérieure, donc 2000 à 3000 femmes. Ces dernières avaient souvent, comme dans la Résistance française, un rôle de logistique ou d'agent de liaison (transport d'armes, de messages, approvisionnement des maquis, secrétariat, soutien sanitaire, ...). Cependant, lorsqu'elles sont prises, les femmes sont interrogées avec la même brutalité par la Gestapo, torturées, emprisonnées et expédiées de la même façon en camps de concentration.

Tous les espagnols qui participèrent à la Résistance n'étaient pas anarchistes. De même que tous les anarchistes espagnols ne choisirent pas de participer à un mouvement qui n'était pas par essence révolutionnaire ni internationaliste. Ils furent cependant nombreux parmi les anarchistes espagnols à faire de choix, par conscience et fidélité aux principes qui guidaient leur vie. Nous reproduisons ici quelques portraits qui nous paraissent emblématique.

María Vázquez BLANCO

Graña (Galice), ? – USA, ?

Elle est née à La Graña, une petite ville d'El Ferrol qui abrite une base navale, et était la fille d'un premier mécanicien de la marine républicaine, aux convictions républicaines et socialistes profondes, Alicia Vázquez Hinojosa, décédé au combat peu de temps après le début de la guerre civile, le dernier jour de Août 1936, à Llerena (Badajoz), sans que sa dépouille ne soit retrouvée.

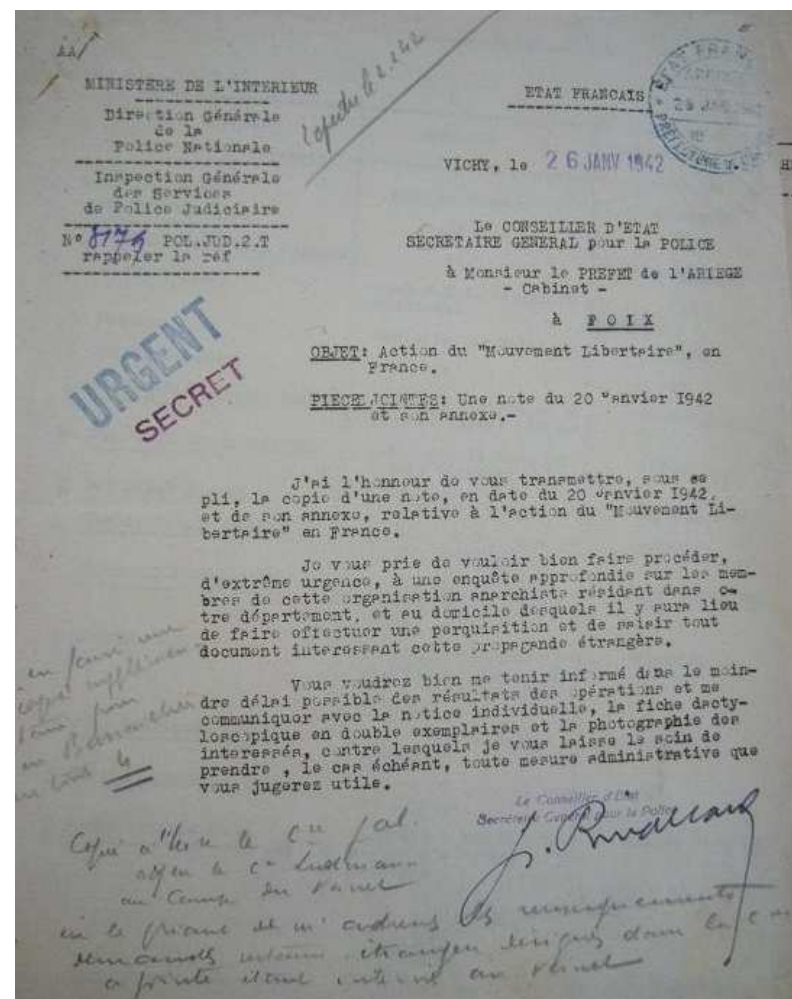
³ La Mémoire entre silence et oubli / Les soldats oubliés de la Libération de Paris, Presses de l'université de Laval, Québec, 2006; La Nueve, 24 août 1944, Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris, Cherche-midi, 2014 ; Y ahora, volved a vuestras casas, Ediciones B, 2020

Notes manuscrites dans la marge (vraisemblablement du Préfet ou du Directeur de Cabinet) :

En faire une copie supplémentaire pour en Barranchin (?) en tout 4

Note manuscrite en bas de page :

Copie au Commandant Général, et au Commandant Lundman au Camp du Vernet, en le priant de m'adresser les renseignements demandés internés étrangers désignés dans la note ci jointe [illisible] internés au Vernet.



Vichy, le 20 Janvier 1942

TRES SECRET

– NOTE –

« LE MOUVEMENT LIBERTAIRE »

Espagnol en France.

Il y a quelques mois, les services de police de Casablanca découvraient un centre de propagande anarchiste dans les milieux espagnols réfugiés au Maroc. Les mots d'ordre de cette propagande étrangère venaient de France où le mouvement semblait être dirigé par les nommés « 'GERMINAL » et « MARIN ».

Une enquête effectuée par le Commissaire TAUPIN de l'Inspection Générale des Services de Police Judiciaire devait amener l'identification des animateurs de ce « Mouvement Libertaire » qui s'étaient constitués en « Comité National ».

Origine

L'origine de ce « mouvement libertaire » doit être cherchée en Espagne où il prit naissance il y a un peu moins d'un siècle, se développant sous l'influence des théoriciens de la 1ère internationale dans les milieux ouvriers espagnols où ils devaient d'ailleurs trouver un terrain favorable, l'individu de par sa nature portant en lui le germe de l'anarchisme.

Le « Mouvement Libertaire » se traduit sur le plan politique par la création de la Fédération Anarchiste Ibérique et sur le plan syndical par la création de la Confédération Nationale du Travail. Il ne faut pas oublier que la F.A.I. restée toujours clandestine, avait besoin d'un organe officiel aux fins de pouvoir exercer son influence sur les pouvoirs publics. C'est par l'intermédiaire de la C.N.T. dont les membres dirigeants sont en général des adhérents de la F.A.I., ou tout au moins gagnés aux idées libertaires, que cette influence s'exerce. La participation au gouvernement Largo CABALLERO à titre de ministres, de quatre représentants de la C.N.T. en est un exemple frappant, car MONTSENY Frédérica [sic], GARCIA Oliver, Juan PEIRÓ, et Juan LOPEZ, sont avant tout, les représentants de la F.A.I.

► **1955.** L'ONU admet l'Espagne franquiste en son sein.

► **1955-1957.** : « Quico » Sabaté reprend la lutte, mais de façon autonome. Le 1er mai, il inonde Barcelone de tracts signés « Groupes anarcho-syndicalistes ». Privés de tous moyens et condamnés à l'isolement par les instances de la CNT en exil (« apolitique »), les groupes doivent s'autofinancer en procédant à des « expropriations » (attaques de banques). Après plusieurs actions, ils se dissolvent en 1957. « Quico » Sabaté revient en France la même année. José Luis Facerías est abattu le 30 août, à Barcelone, par la « Brigade politico-social » (police politique).

► **1959-1960.** : Gagnant du terrain dans chacune des deux CNT, l'aspiration à l'unité se concrétise par l'établissement de contacts de militant à militant et la constitution de « commissions pro-unité ».

► **5 janvier 1960.** : De retour en Espagne avec un nouveau groupe d'action, « Quico » Sabaté est abattu à Sant Celoni (Catalogne). Dans CNT du 17 janvier, Federica Montseny rédige un hommage en demi-teinte du guérillero, qu'elle accuse d'être retourné en Espagne, « contre toute logique, contre tout intérêt individuel et collectif » et plus encore de « s'être insubordonné » contre la CNT, « d'être passé au-dessus de ses règles et de ses accords ».

► **août-septembre 1961.** : Le congrès de Limoges entérine la réunification de la CNT et engage l'organisation dans une stratégie à deux volets : revitalisation de l'Alliance syndicale CNT-UGT-STV et intensification de la lutte anti-franquiste. Pour ce faire, un organisme secret de coordination est créé : Défense Intérieur (DI).

► **2 novembre 1961.** : Dans le cadre de l'Etat d'urgence lié à la Guerre d'Algérie, et par égard envers Franco qui venait de faire arrêter les dirigeants de l'OAS en Espagne après leur attentat manqué contre De Gaulle, les principales publications de l'exil espagnol sont interdites. Pour contourner cette interdiction, *Solidaridad Obrera* et *CNT* seront « hébergées » par la CNT-AIT française et paraîtront dès lors sous les titres *Le Combat syndicaliste* (Paris) et *Espoir* (Toulouse. Titre choisi en référence au roman de Malraux, alors Ministre de la Culture de De Gaulle, et relatant son expérience de la Guerre d'Espagne), publications bilingues. « Anarchosyndicalisme ! », le journal actuel de la CNT-AIT française est le continuateur de ces deux titres.

► **Fin 1948.** : Dissolution de l'ANFD. La collaboration avec les éléments monarchistes provoque une forte tension au sein de la CNT « collaborationniste ». Devant l'échec des diverses stratégies mises en œuvre, et sur proposition des instances de la CNT en exil (« collaborationniste »), une réunion au sommet des deux CNT décide de l'organisation d'un référendum interne aux deux organisations posant la question de la réunification. En 1949, la consultation a lieu. La CNT « collaborationniste » approuve la réunification ; la CNT « apolitique » la refuse. Elle est donc rejetée.

► **1949-1950.** : Accroissement de l'activité des groupes armés en Catalogne. Parmi ceux-ci, ceux de José Luis Facerías et de « Quico » Sabaté, qui se spécialisent dans la guérilla urbaine, deviennent mythiques. De leur côté, « Caraquemada » et Massana développent une guérilla rurale. D'autres groupes font leur apparition, comme « Los Maños ». On chiffre à environ 300 les activistes venus de France, de 1946 à 1949, pour participer à ces groupes. Mais les revers sont nombreux et les pertes très lourdes.

► **Novembre 1950.** : L'ONU revient sur sa condamnation du régime et envisage la normalisation de ses relations avec l'Espagne franquiste.

► **1951.** : La CNT en exil (« apolitique ») renonce à la lutte armée. Dès lors, les groupes d'action qui souhaitent la poursuivre restent sans soutien logistique et financier. C'est le cas des groupes de Massana, « Quico » Sabaté, José Luis Facerías et « Caraquemada ».

► **Février 1951** : A la suite de l'attaque, à Lyon, d'un fourgon postal par un groupe d'Espagnols, « Quico » Sabaté et plusieurs responsables de la CNT en exil (« apolitique ») – José Peirats, Pedro Mateu et José Pascual – sont arrêtés et malmenés.

► **1952.** : L'Espagne franquiste est admise à l'Unesco.

► **1953.** : Le régime franquiste obtient deux victoires diplomatiques importantes : en août, la signature d'un concordat avec le Vatican ; en septembre, celle d'un pacte d'assistance mutuelle avec les Etats-Unis.

► **Fin 1953.** : La CNT de l'Intérieur est exsangue. De 1948 à 1953, dix comités nationaux ont été démantelés. Devant la faillite de la stratégie de rapprochement avec les monarchistes, son relais en exil – le sous-comité de la CNT « collaborationniste » prône la constitution, sur le plan syndical, d'une Alliance de la CNT, de l'UGT et de la STV basque et, sur le plan politique, la constitution d'une Union des forces démocratiques ouverte à toutes les composantes de l'anti-franquisme, à l'exception des communistes.

La famille libertaire comprend donc : la C.N.T., la F.A.I., et les Jeunesses Libertaires.

Le Mouvement Libertaire en France :

La débâcle des armées républicaines espagnoles, obligea les dirigeants et les adhérents de la C.N.T. et de la F.A.I. à se réfugier en France.

Le Service d'Evacuation des Réfugiés Espagnols (S.E.R.E.) et la Junta de Auxilio a los Republicanos Espanoles (J.A.R.E.) organes créés à Paris pour s'occuper des questions d'émigration et d'allocations aux réfugiés républicains, allaient permettre aux chefs du Mouvement Libertaire de tenter un timide essai pour regrouper leurs adhérents, mais cet essai fut sans lendemain le S.E.R.E. et la J.A.R.E. ayant été dissous et leurs dirigeants poursuivis devant les tribunaux de la Seine pour infraction aux décrets des 12 Août et 26 Septembre 1939 .

Malgré ces poursuites, la question d'émigration et d'allocations aux réfugiés continua à être agitée dans les milieux espagnols et les anciens collaborateurs du S.E.R.E. et de la J.A.R.E. continuèrent leur activité en relation avec la Légation du Mexique qui, en vertu des accords Franco-Mexicains du 23 Août 1941, se chargeait en France du problème des réfugiés espagnols se substituant en réalité aux organismes que ceux-ci avaient créés à Paris et qui avaient été, comme nous venons de le voir, dissous.

C'est sous le couvert de correspondances ou de circulaires traitant de ces questions d'émigration qu'allait prendre naissance la propagande libertaire, inspirée par un « Comité National » dont le Secrétaire Général n'était autre que le mari de la [sic] MONTSENY : ESGLEAS-JAIME José, né le 5 Octobre 1903 à Malgrat, dt à Salon (Dordogne), individu figurant sur les listes de suspects de la Police Nationale du 15 Juin 1938, comme anarchiste propagandiste.

Les autres membres du « Conseil National » étaient :

MONTSENY-MANE Frédérica [sic], femme ESGLEAS, née le 12 février 1905 à Madrid, dt à Salon (Dordogne), ex-Ministre de la Santé Publique et de l'Assistance Sociale dans le Cabinet Largo CABALLERO, propagandiste notoire connue aux archives de la Police Nationale comme anarchiste.

DE SOUZA Germinal, né le 22 Mai 1906 à Porto (Portugal) de nationalité espagnole, Secrétaire de la F.A.I., membre de la C.N.T., figurant sur la liste n°2 des individus suspects de menées terroristes publiée par la Police Nationale avec la mention suivante « expulsé d'Espagne comme anarchiste dangereux ».

ISGLEAS-PIERNAU Francisco, né le 16 Février 1916 à St Féliu de Guixols, ancien Commissaire Politique aux Armées, Conseiller de défense de la Généralité de Catalogne, membre de la Commission politique de la C.N.T., membre de la F.A.I., figure comme terroriste sur la liste des suspects n°1 d'Avril 1939 de la Police Nationale.

MAS-CASAS Valério, né le 24 mai 1894 à Barcelone, Conseiller de l'Economie, des Services Publics, et de l'Assistance Sociale de la Généralité de Catalogne, membre de la C.N.T.

HERRA-CAMARERO Pedro, né le 18 janvier 1909 à Valladolid, Président de la Junte du Commerce Extérieur de Catalogne, Ministre de l'Assistance Sociale et de la Santé Publique dans le Gouvernement de Catalogne. Secrétaire du Syndicat de Catalogne C.N.T. Membre du Comité Péninsulaire de la F.A.I. et délégué du Conseil Général de la S.I.A. (Solidarité Internationale Antifasciste).

Il y a lieu de noter que certains membres du Mouvement Libertaire, entre-autre ceux qui avaient constitué à Madrid, sous la présidence du Général MIAJA, la Junte de défense de cette ville, dernier noyau de la défense républicaine et qui s'étaient réfugiés à Londres, en 1939, ne voulurent pas reconnaître l'autorité d'ESGLEAS ni celle du Comité National.

Cette tendance désignée sous le nom des « Amis de Londres » a pour représentant :

SALAGO Manuel, GONZALEZ José et PRADAS qui se trouveraient à Londres et :

GONZALES-MARIN Manuel : dit « MARIN Manuel », né le 4 juillet 1898 à Archena, dt à Albefeuille-Lagarde (Tarn et Garonne). Membre du Conseil National de la Junte de défense de Madrid et figurant aux archives de la Préfecture de Police comme membre actif de la C.N.T. et de la F.A.I. et comme anarchiste dangereux pour l'ordre public.

VAL-BESCOS Edouardo, dit « VAL », né le 13 octobre 1908 à Jaca, dt à Toulouse, 20 rue Beauséjour, Délégué du Gouvernement pour l'organisation des milices à Madrid. Conseiller de la Junte de défense de Madrid.

PONZÁN-VIDAL François, né le 30 mars 1912 à Oviédo, dt chez une dame Vinuales, 41 rue Limarec à Toulouse.

► **1945-1947.** : Malgré des conditions d'existence difficiles – huit comités nationaux désarticulés en seulement cinq ans –, la CNT de l'Intérieur se restructure. Elle publie de nombreuses feuilles clandestines, perçoit des cotisations et mène de nombreuses actions dans le cadre de l'ANFD. Celle-ci entreprend des conversations secrètes avec des monarchistes opposés à Franco. Parallèlement, des groupes armés isolés constituent des *partidas* (maquis) dans les sierras d'Aragon, d'Andalousie, de Galice et de Cantabrie.

► **1946.** : La CNT en exil (« apolitique ») envoie des groupes de guérilleros en Espagne. Parmi ceux-ci, le plus actif est celui de Marcelino Massana, qui compte dans ses rangs José Luis Facerías, les frères Sabaté (Manuel et Francisco, dit « Quico ») et Ramón Vila Capdevila, dit « Caraquemada ».

► **17 août 1946.** : Arrestation de Facerías, coordinateur des activités clandestines à Barcelone. Il est remplacé par Liberto Sarrau.

► **Décembre 1946** : L'ONU condamne le régime franquiste.

► **Début 1947.** : Partisan d'une plus grande étanchéité entre l'organisation légale, en France, et les groupes armés de l'Intérieur, Liberto Sarrau décide d'agir sous l'appellation du Mouvement libertaire de résistance (MLR), ce qui entraîne un désaveu immédiat des instances de la CNT en exil (« apolitique »).

► **Février 1947.** : José Giral est remplacé par Rodolfo Llopis à la tête du gouvernement républicain en exil. La CNT (Intérieur) y est représentée par Luis Montoliú. Démissionnaire en août de la même année, le gouvernement Llopis sera le dernier à compter dans ses rangs une représentation de la CNT.

► **Octobre 1947.** : Congrès de Toulouse de la CNT en exil (« apolitique »). Il y est décidé la création d'une Commission de défense chargée de coordonner l'activité insurrectionnelle en Espagne.

► **Février 1948** : Arrestation de Liberto Sarrau et auto-dissolution du MLR.

► **Mars 1948.** : Dans un document publié à Paris, Horacio Prieto propose la création d'un Parti libertaire. Ce projet n'aura pas davantage de succès que celui du Parti Ouvrier du Travail de García Oliver lancé depuis la Suède en 1939.

► **12 septembre 1948.** : Tentative d'attentat contre Franco menée par Antonio Ortiz, Primitivo Gómez et José Pérez Ibáñez. Un avion Norécrin, chargé de bombes, survole la baie de San Sebastián avec l'intention de les larguer sur la tribune du Club nautique, où Franco préside les régates. Repéré et poursuivi par quatre avions de chasse, le Norécrin rebrousse chemin.

- ▶ **1943** : Réunions clandestines de la CNT à Mauriac (Cantal), le 6 juin, et à Tourniac (Cantal), le 19 septembre.
- ▶ **12 mars 1944** : Réunion clandestine de Muret (Haute-Garonne). Elle élit un comité national, dont le siège est à Toulouse. Francisco Carreño en est le secrétaire.
- ▶ **24 août 1944** : Parmi les nombreux républicains espagnols de la 2e DB qui contribuent à la libération de Paris, on compte cent vingt anarchistes, tous membres de la 9e compagnie (la « Nueve »), sous les ordres de Raymond Dronne.
- ▶ **Septembre 1944** : Tentative d'incursion massive de guérilleros à travers le val d'Aran, organisée par l'Union nationale espagnole (UNE), sous commandement communiste. Certains libertaires y participent. L'échec est total.
- ▶ **5-13 octobre 1944** : Un plénum, représentant 25 000 affiliés, se réunit dans Toulouse libéré. Juan Manuel Molina (Juanel) est élu secrétaire de la CNT-AIT espagnole en Exil.
- ▶ **Octobre 1944** : Création, sous l'impulsion de la CNT-AIT de l'Intérieur, de l'Alliance nationale des forces démocratiques (ANFD).
- ▶ **Printemps 1945** : Les anarchosindicalistes du bataillon « Libertad » se distinguent dans les combats de la Pointe de Grave (Gironde).
- ▶ **1er -12 mai 1945** : Congrès de Paris. Les congressistes sont divisés entre « collaborationnistes » – partisans de la ligne unitaire antifasciste avec les partis politiques (et notamment le parti communiste) adoptée pendant la guerre – et « apolitiques » – partisans d'un retour aux principes de base de l'anarcho-syndicalisme et le refus du front commun républicain. Un compromis est adopté entre les deux tendances.
- ▶ **Juillet 1945** : La CNT (Intérieur) tient clandestinement plénum à Carabaña (environs de Madrid) et réaffirme la ligne de collaboration antifasciste.
- ▶ **Août 1945** : La désignation de Horacio Prieto et de José Leiva comme représentants de la CNT au gouvernement républicain dirigé par José Giral provoque de fortes tensions entre « collaborationnistes » et « apolitiques ».
- ▶ **Décembre 1945** : La scission est consommée. Deux CNT rivales se disputent, désormais, la représentativité de l'exil confédéral. Plus nombreuse dans l'exil français, la CNT « apolitique » 22 000 affiliés contre 4 000 à la CNT « collaborationniste » est par contre minoritaire en Espagne.

Propagande

Elle se traduit par l'envoi de circulaires, par l'échange de lettres traitant en général des questions d'émigration ou de toute autre question relative au problème des réfugiés espagnols en France, à l'occasion desquelles sont développées des idées philosophiques à tendance anarchiste.

Elle tend à regrouper les adhérents de la C.N.T. à renouer et entretenir entre eux des liens de solidarité du passé et à maintenir le contact en vue d'un retour éventuel en Espagne. Le retour actuel au pays natal est dépeint comme impossible, de même que le départ vers les terres d'Amérique.

Elle a pour résultat de faire rester sur notre sol une masse d'individus ayant fait leurs preuves pendant la guerre civile espagnole et qui, prête à repasser la frontière en cas d'effondrement du régime franquiste, constitue un danger permanent pour l'ordre public de notre pays.

C'est dans ces milieux libertaires espagnols que peuvent être recrutés par le Parti Communiste français ou par les services de renseignement de puissances étrangères, les agents qui ont pour mission de commettre sur notre territoire des actes de sabotages ou des attentats.

La diffusion de circulaires et la propagande par lettres sont des causes d'agitation dans les milieux espagnols réfugiés en France.

Dans certaines villes, les représentants du Mouvement se sont constitués en comité, véritables cellules anarchistes, dont le rôle est de contrôler les adhérents de la région, de diffuser les circulaires et même comme au Maroc de faciliter l'évasion des internés des camps de séjour surveillé ou des compagnies de travailleurs étrangers dans lesquelles le Mouvement a également des représentants.

Le Comité National du Mouvement Libertaire en France, entretient également des liaisons avec les adhérents restés en Espagne et avec ceux réfugiés en Amérique ou en Angleterre. Ces liaisons sont effectuées par des agents.

En ce qui concerne les adhérents se trouvant en France, en Afrique du Nord ou au Maroc, la correspondance s'effectue par l'intermédiaire des nommés :

BARUTA-VILA Mattéo, poste restante, à Marseille, ou de SANCHEZ Francisco, Consulat du Mexique à Marseille ou Felix RAMBAUD, boîte postale n°31 dans cette ville. Ces derniers groupent les lettres destinées à « GERMINAL » et les expédient au nommé GERMAIN André, boîte postale n°49 à Périgueux, qui les fait parvenir au Secrétaire Général du Mouvement

Libertaire. Quant à GONZALEZ-MARIN Manuel, il se fait adresser sa correspondance au nom de CAYETANA Alcaïne, 5 rue Bombet à Montauban.

Il y a lieu de noter qu'il est recommandé aux adhérents du Mouvement Libertaire d'employer un langage conventionnel pour leur correspondance.

Les nommés DE SOUZA Germinal, ISGLEAS-PIERNAU Francisco, MAS CASAS Valério et HERRA-CAMARERO Pedro sont actuellement internés au Camp du Vernet (Ariège).

ESGLEAS-JAIME José, dit « GER » dit « GERMI » dit « GERMINAL » ; GONZALEZ-MARIN Manuel ; VAL-BESCOS Eduardo ; BARUTA-VILA Mattéo né le 18 juillet 1901 à Molina de Llobregat, dt Hôtel Sainte Claire, 12 Rue Ste Claire, à Marseille et SANCHEZ-MARTINEZ Francisco, né le 29 Avril 1909 à Villelongue de Santiago, dt 11, rue du Coq à Marseille, ont été arrêté et mis à disposition du Tribunal Militaire permanent de la 17è Division Militaire à Toulouse, sous l'inculpation de menées anarchistes portant atteinte à la sûreté extérieure de l'État, crime prévu par l'article 80 du Code Pénal §2.

PONZÁN-VIDAL Francisco a été laissé en liberté provisoire et SANJURJO [sic]-LOPEZ Julio, dt 13 rue de la Redoube à l'Estaque Plage (Bouches du Rhône) en relation avec les militants du Maroc est en fuite.

Au cours des perquisitions de nombreuses adresses furent découvertes notamment celles figurant dans la liste ci-jointe.

BREVE CHRONOLOGIE DE L'EXIL ANARCHISTE ESPAGNOL EN FRANCE (1939 – 1961)

D'après une chronologie établie par Freddy Gomez

► **Janvier-février 1939** : La chute de la Catalogne provoque l'exode de quelque 500 000 réfugiés. Ils seront, pour l'essentiel, parqués dans les « camps du mépris » du sud de la France. Le long exil des « républicains » espagnols commence. Géographiquement, il se répartira entre la France, très majoritairement, l'Afrique du Nord et l'Amérique latine – surtout le Mexique.

► **25 février 1939** : Constitution, à Paris, du Conseil général du Mouvement libertaire espagnol (MLE). Mariano Vázquez en est le secrétaire. À son décès, en juin, il est remplacé par Germinal Esgleas.

► **Automne 1939** : Constitution du premier comité national (CN) clandestin de la CNT-AIT d'Espagne (Intérieur).

► **Novembre 1939** : Constitution du réseau « Pat O'Leary », filière d'évasion à travers l'Espagne, dont l'homme clé est le libertaire Francisco Ponzán. Elle permettra l'évacuation vers l'Angleterre de centaines d'aviateurs alliés, de juifs et de résistants. Ponzán sera assassiné par les nazis le 17 août 1944.

► **Fin 1939** : Avec la déclaration de guerre, le Conseil général suspend ses activités.

► **1940** : Pour nombre de libertaires espagnols, le déclenchement des hostilités est perçu comme une chance à saisir et le prélude à la libération de l'Espagne. Sans consigne ni mot d'ordre, ils forment, en grand nombre, des maquis autonomes ou intègrent les rares maquis alors existants. Au cours des années qui suivront, les plus connus d'entre eux seront ceux de l'Ariège, de Dordogne, de l'Aveyron, du Cantal et de la Savoie. Une tendance minoritaire du ML, par orthodoxie anarchiste, s'abstiendra, néanmoins de participer à la Résistance car c'est un mouvement nationaliste et interclassiste.

► **Novembre 1940** : Juan Peiró, ancien Ministre de la Justice de la République espagnole, est extradé par l'Etat Français vers l'Espagne, où il sera exécuté en juillet 1942.

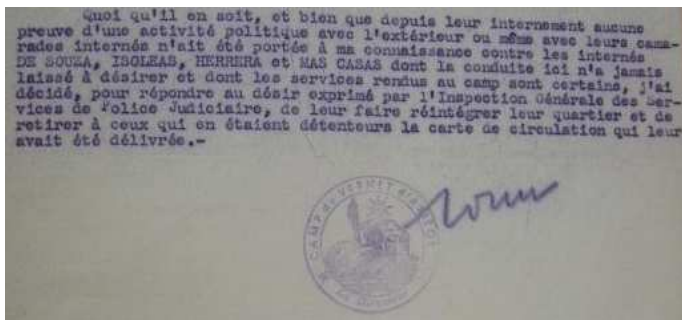
► **1941** : La CNT-AIT se reconstitue organiquement à partir du chantier de construction du barrage hydraulique de l'Aigle (Corrèze), où presque tous les travailleurs espagnols, intégrés au Groupement de travailleurs étrangers (GTE), sont cénétistes.



s'agit là seulement d'une question de cuisine intérieure de quartiers, contrôlée et autorisée certes par la Direction, mais uniquement destinée à faciliter la tâche des commandants de quartiers et du Major des Internés.-

Dans un Camp comme celui du Vernet où il existe des travaux de toutes sortes, tant intérieurs qu'extérieurs, exécutés par des internés, il est absolument indispensable que chaque chef de service puisse se sentir au courant de toutes les manifestations possibles d'opinions parmi les internés dont il a la charge de façon à pouvoir prendre, le cas échéant, toutes les précautions indispensables. Ceci ne va pas sans difficultés. Il y a toujours un risque à courir. C'est à amoindrir ce risque que tend notre action de tous les instants.-

Quoiqu'il en soit, et bien que depuis leur internement aucune preuve d'activité politique avec l'extérieur ou même avec leurs camarades internés n'ait été portée à ma connaissance contre les internés DE SOUZA, ISLGEAS, HERRERA et MAS CASES dont la conduite ici n'a jamais laissé à désirer et dont les services rendus au camp sont certains, j'ai décidé, pour répondre au désir exprimé par l'Inspection générale des Services de Police Judiciaire, de leur faire réintégrer leur quartier et de retirer à ceux qui en étaient détenteurs la carte de circulation qui leur avait été délivrée.-



Signature

Camp du Vernet d'Ariège

Le Vernet, le 12 Janvier 1942.-

DH N° 80/D

SECRET

LE CHEF DE CAMP

A Monsieur le PREFET DE L'AIEGE

A FOIX

- : - : - : - : - : - : - : - : - : -

Me référant à votre note en date du 8 courant, transmissive d'une lettre du 2 Janvier de M. Le Conseiller d'Etat, Secrétaire Général pour la Police, à laquelle était joint un rapport d'information sur l'activité de certains anarchistes du camp,

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit :

Le Camp du Vernet est composé d'internés dont le passé, pour la plupart, plus ou moins chargé à motivé l'internement. Malheureusement, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de le signaler à plusieurs reprises, il est fréquent que ce passé ne soit pas porté à ma connaissance. Ce manque de renseignements précis est très regrettable car il ne permet pas de me faire une opinion immédiate sur les internés.-

Il en résulte que les commandants de quartier ne peuvent se baser pour assurer une bonne marche de leurs quartiers que sur la seule conduite au camp des internés qui leur sont confiés.-

Or, dans ce Camp, on compte une assez forte proportion de communistes d'une part et d'anarchistes italiens ou espagnols d'autre part.-

Ainsi que l'ont fait ressortir de nombreux rapports à ce sujet certains commandants de quartier ayant constaté l'animosité existant entre ces deux catégories d'internés s'en sont servis pour détruire l'action de celle de ces deux catégorie qui essayait de dominer.-

Pendant un certain temps, les communistes par une action lente et continue avaient réussi à obtenir les emplois assez nombreux qui ne peuvent être

occupés que par des internés et dont ils se servaient comme des leviers de commande pour faciliter leur propagande.-

Afin de paralyser ce mouvement, le plus dangereux pour notre pays, puisque le communisme est international, les commandants de quartiers ont d'abord utilisé les éléments les plus intéressants. Ils ont dû toutefois placer à certains postes des internés ayant une personnalité suffisante pour s'imposer et capables de contrecarrer l'action des communistes. Certains de ces internés ont dû être pris parmi les anarchistes pour lesquels cependant aucun motif d'internement n'avait été communiqué et dont la conduite au camp ainsi que l'attitude à l'égard des autorités avaient toujours été parfaites.-

Ces internés ont certes conservés leur opinion politique mais rien jusqu'à présent n'a pu permettre de les suspecter de poursuivre avec l'extérieur leurs menées anarchistes.-

Lors de son enquête au camp, M. le Commissaire TAUPIN n'a d'ailleurs pu rien établir de positif à leur rencontre. Dans la note jointe à la lettre du 2 janvier précitée, ce commissaire part du domaine du probable pour aboutir à une supposition du domaine de la certitude. Il écrit en effet, « que ces internés ont dû être au courant de la vie du mouvement libertaire et des faits qui se sont produits à une époque postérieure à leur internement, preuve qu'ils ont eu des contacts avec l'extérieur ». Il croit trouver cette preuve dans la découverte d'un document chez GONZALEZ-MARIN, suivant lequel un certain VAL devait se rendre au camp du Vernet pour y voir le reste des membres du conseil. Ce document prouve bien que VAL avait l'intention de rendre visite à tous les membres du conseil qu'il savait pour certains être au camp du Vernet mais il ne prouve nullement que ce soit les internés du camp du Vernet qui aient écrit à ce sujet. En tout cas VAL n'est jamais venu au camp.-

Le seul point bien établi à retenir et qui e parait intéressant c'est la découverte au cours d'opérations effectuées à Marseille d'une correspondance émanant d'internés, correspondance ne portant pas le cachet du service de la censure du camp et postée à Pamiers. Quelle était la valeur de cette correspondance ? – Portait-elle sur des questions politiques ou ne donnait-elle que des renseignements d'ordre privé ? –

Il y aurait eu intérêt, semble-t-il à donner des précisions sur ce point et surtout à me signaler ces infractions graves au règlement du camp, ce qui m'aurait permis d'établir une surveillance plus serrée dans un sens bien déterminé et le cas échéant, d'obtenir des éclaircissements voire même de prendre des sanctions, indépendamment de l'avantage pour la Direction d'être tenu au courant de tout fait relevé à l'extérieur du camp sur l'activité des internés.-

En outre, cette correspondance émanait-elle des internés mentionnés à savoir :

DE SOUZA Furtado Germinal

ISGELAS – PIERANU Francisco

HERRERA – CAMARERO Pedro

MAS – CASES Valerio

Pour ce qui est de ces internés, il y a lieu de remarquer que !

1° DE SOUZA est effectivement employé à l'Hôpital comme secrétaire-adjoint du Médecin-Chef. A ce titre, il est chargé de surveiller le travail des internés qui y sont employés. C'est sans doute ce qui fait dire qu'il est chef du personnel. Il contrôle la distribution de la nourriture, établit la liste des internés loqueteux, veille à la propreté des salles et de l'Hôpital.-

Il a toujours accompli son service consciencieusement, avec dévouement et intelligence à l'entière satisfaction du Médecin-Chef qui a pu constater que l'action de DE SOUZA a été heureuse à tous les points de vue.-

Etant également agent de liaison du Médecin-Chef avec les différents services, il a été muni d'une carte de circulation dans le Camp.-

2° ISGLEAS – PIERNAU est chef de baraque au quartier B et a pour mission au bureau central du travail de signaler les internés communistes qui auraient pu être proposés pour une corvée, afin d'éviter leur emploi dans des corvées extérieures.

Il est chargé de se rendre de temps à autre, sur l'ordre du Major des Internés, dans les corvées extérieures pour vérifier si aucune action politique ne s'y est créée.-

Le Major des Internés a toujours été satisfait de ses services et n'a jamais pu relever contre lui aucun acte répréhensible.-

3° HERRERA-CAMARERP est chef de l'équipe de travailleurs mise à la disposition du Lieutenant-Colonel Commandant l'Ecole préparatoire de Gendarmerie de Pamiers. Il est sous la surveillance de la gendarmerie et ne peut quitter seul la caserne.-

4° MAS – CASAS est chef de la corvée agricole mis à la disposition, sur ordre de M. le Préfet de l'Ariège, de M. RETHALER, à la ferme Lafargette commune de BONNAC.-

En aucun cas, le Chef du Camp pas plus que le Commissaire Spécial n'ont eu recours directement à ces internés pour en obtenir des renseignements. Il